

2023



ANNÉE DE MOBILISATIONS

POUR STOPPER MACRON ET SON MONDE

Dossier

**EN 2022, UN MONDE
PLUS QUE JAMAIS
EN CRISE** Pages 6 et 7

ÉDITO

En 2023, on sera là!
Page 2

PREMIER PLAN

Assurance chômage.
Le gouvernement pousse-au-
crime indemnise de moins en
moins les chômeurEs Page 3



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Immigration: la crise
se poursuit, causant des souffrances
à des millions de personnes Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec des travailleurs sans-
papiers en grève de DPD et
Chronopost Page 12



édito

Par NPA

En 2023, on sera là!

Guerre contre le peuple ukrainien, crise climatique et destruction des écosystèmes, explosion des prix et porte-monnaies toujours trop vides, offensives multiples contre les droits du monde du travail, multiplication et banalisation des violences sexistes et sexuelles, chasse aux migrantEs... Il n'y a aucune raison que l'année 2023 ne ressemble pas à la précédente. Sauf si... Il y a bientôt 14 ans, nous avons fondé le NPA dans l'espoir de regrouper dans un même parti toutes celles et ceux qui, las de le subir, pensaient qu'il fallait trouver les voies pour en finir le système capitaliste. Une force à la fois radicale, écosocialiste et révolutionnaire, et profondément unitaire. Un outil pour rassembler ici et maintenant, pour agir et contribuer à transformer profondément la société. L'heure n'est pas au bilan, encore moins au dépôt de bilan, car ce projet garde toute son actualité. Comme le reste de notre camp social, il est vrai que nous avons connu des jours meilleurs. Pourtant plus que jamais en 2023 il y aura besoin d'une organisation politique indépendante. Pour intervenir dans toutes les luttes contre les dominants. Pour dialoguer, voire se confronter sans sectarisme, avec les autres forces du mouvement ouvrier, du mouvement social. Ces prochaines semaines, le NPA, ses militantEs et ses porte-parole (Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou, Pauline Salingue) répondront donc présents pour construire les mobilisations : dans la bataille pour les salaires, contre la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage, pour la santé et l'hôpital public, pour l'ouverture des frontières en défense des migrantEs, pour construire la grève féministe du 8 mars, contre les projets de mégabassines ou la relance du nucléaire... Il prendra aussi des initiatives pour aider à rassembler toutes celles et ceux — militantEs, sympathisantEs, « inorganiséEs » — qui n'ont pas renoncé à maintenir une perspective révolutionnaire, internationaliste, écologiste et féministe, à construire une société libérée de l'exploitation et des oppressions. Plus que nos énièmes vœux pour 2023, c'est avant tout la continuité d'un projet que nous allons assumer, un sillon unitaire et révolutionnaire que nous allons creuser toujours plus cette année.

BIEN DIT

Plus on réforme dans le sens modernisateur des réformes néolibérales, plus on monte dans la hiérarchie, plus on monte et plus on est docile, plus on est docile et moins on voit les gens que ces réformes affectent.

JULIE GERVAIS (politiste), co-auteurice de *la Valeur du service public* (la Découverte), CQFD N°215 (décembre 2022).

À la Une

NOS VŒUX POUR 2023 « L'unité », oui, mais contre Macron et pour nos retraites!

Une fois de plus, les vœux d'Emmanuel Macron, appelant à « l'unité », ont été l'occasion du grand numéro d'autosatisfaction d'un président visiblement très fier de son bilan, nous annonçant donc qu'il allait poursuivre sur le même cap. Mais derrière cet enfumage, Macron a confirmé les menaces qui pèsent sur nos droits, à commencer par nos retraites. Macron et son gouvernement annoncent en réalité « du sang et des larmes » pour les classes populaires : report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans, réforme de l'assurance chômage et stagnation des salaires.

Répétant le mensonge selon lequel il faudrait « travailler davantage » pour « équilibrer notre système de retraites », Macron et Borne confirment leur intention d'imposer un recul de l'âge de départ à la retraite, avec une réforme qui entrerait en application « à la fin de l'été 2023 ». Cela, bien évidemment, au nom d'un « modèle social juste et solide »... Pourtant, en 2022, le système de retraites par répartition a été excédentaire de plus de trois milliards d'euros. Alors pourquoi cette réforme brutale si ce n'est pour engraisser toujours plus grands patrons et actionnaires ? Sur bien d'autres questions (écologie, services publics, immigration), Macron affirme vouloir poursuivre dans la voie qui a été jusqu'ici la sienne. Autant dire les recettes néolibérales appliquées sans modération, doublées de politiques racistes et sécuritaires. Cerise sur le gâteau, Macron le prétendu écolo annonce la construction de nouvelles centrales nucléaires!

« Qui aurait pu prédire... »

Une « petite phrase » de Macron n'est pas passée inaperçue : « *Qui aurait pu prédire la vague d'inflation, ainsi déclenchée ? Ou la crise climatique aux effets spectaculaires encore cet été dans notre pays ?* » La formule sur l'inflation est déjà discutable, mais c'est surtout celle sur le changement climatique qui a fait — légitimement — réagir, tant elle est typique d'un pouvoir à la fois méprisant et totalement incompetent sur les questions essentielles. C'est vrai ça : qui aurait pu prédire le changement climatique ? Les premières alertes datent des années 1970, le premier rapport du GIEC de 1990, il y a eu 27 COP, et Macron feint l'étonnement. Voilà qui en dit malheureusement long sur le personnage et sur l'idéologie qui l'anime, qui mêle arrogance et



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

croissance absolue dans les mécanismes du « marché », jusqu'à préférer de telles absurdités. Une croyance qui s'incarne dans tous les domaines, de la contre-réforme de l'assurance chômage à la destruction des services publics en passant par le refus obstiné des augmentations de salaires, et qui a pour première et principale conséquence une dégradation continue de nos conditions de vie tandis que les riches et les grandes entreprises se portent au mieux. Et ce ne sont pas les mots-valises répétés durant les pénibles 18 minutes de vœux de Macron (« confiance », « unité », « juste », « solidaire », « refonder ») qui y changeront quoi que ce soit.

2023, année de luttes et de mobilisations!

Durant ses vœux, Macron n'a cessé de chanter le refrain de « l'unité ».

Mais de quoi parle-t-il ? De l'unité entre, d'une part, les riches qui deviennent toujours plus riches grâce aux cadeaux du gouvernement et, d'autre part, les salariéEs, les classes populaires, pour qui les fins de mois commencent toujours plus tôt et à qui on demande de faire des « efforts » ? De l'unité entre ceux qui détruisent les services publics (entre autres l'hôpital et l'école) et s'en vantent comme Macron, et celles et ceux qui souffrent de ces destructions et de ces politiques antisociales ? Alors oui, il va falloir faire l'unité. Mais ce sera contre Macron, son gouvernement et ses politiques. Dès aujourd'hui, c'est ce à quoi travaille le NPA. Nous appelons à manifester massivement à Paris le samedi 21 janvier aux côtés des organisations de jeunesse, des partis de gauche et de plusieurs

syndicats et associations. Une première étape pour construire un mouvement qui doit aller vers la grève dans tous les lieux de travail et d'études, vers une mobilisation de la population dans tous les quartiers et toutes les communes. Tels sont nos vœux pour 2023 : réussir à stopper Macron et les siens, à commencer par leur projet de contre-réforme des retraites, pour enfin mettre un coup d'arrêt au rouleau compresseur néolibéral-autoritaire. Pour ne pas perdre notre vie à la gagner, pour reprendre les richesses qu'ils nous ont volées, pour défendre et étendre les services publics, pour imposer une écologie radicale, pour construire les solidarités antiracistes et contre toutes les oppressions : 2023, année de mobilisations!

Nouveau Parti anticapitaliste

INTERNATIONALISME ET ANTIRACISME

Après l'attentat à Paris, solidarité avec le peuple kurde

Vendredi 23 décembre, trois personnes ont été tuées devant le Centre culturel kurde rue d'Enghien à Paris, trois autres grièvement blessées. Un massacre qui s'est produit à quelques jours de la commémoration du 10^e anniversaire de l'assassinat en plein Paris de trois militantes kurdes — Rojbin, Sakine et Leyla — par un nationaliste turc. Une sinistre répétition qu'il faut interroger.

L'auteur du massacre du 23 décembre prétend avoir ressenti le besoin urgent de tuer des étrangerEs. C'est ce qui a permis au ministère de la Justice de qualifier cet acte de « raciste », mais pas « terroriste ». Étrange quand on sait qu'il existait

bien d'autres cibles potentielles plus visibles — entre autres les mosquées, très fréquentées le vendredi — pour un raciste « pathologique », « dépressif » et « suicidaire », souhaitant passer à l'acte, et que le Centre culturel kurde est habituellement quasi désert un matin de semaine... Lorsque l'on sait

en outre qu'une importante réunion du mouvement des femmes kurdes était prévue à cette même heure, par chance décalée, on comprend pourquoi les associations kurdes pointent du doigt Erdogan et posent la question d'un attentat commandité par les services turcs.

Les investigations le diront, à condition qu'elles soient réellement menées. Ainsi, l'enquête censée faire toute la lumière sur les commanditaires du triple meurtre de Rojbin, Sakine et Leyla en 2013, s'était arrêtée net : toutes les informations concernant les liens prouvés entre l'assassin et les services secrets turcs ont été classées « secret défense » par le gouvernement français...

L'ambivalence du pouvoir français

La communauté kurde est importante et très active en région parisienne. Des milliers de Kurdes manifestent régulièrement pour protester contre les bombardements dans le Nord-Est de la Syrie, l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes en Irak, et la répression en Turquie où des milliers d'opposantEs au régime d'Erdogan

Un monde à changer

DÉCLIN ALARMANT DES RÉSERVES D'EAU EN EUROPE. «*La situation des eaux souterraines, cachées des yeux de tous, l'est encore plus*», d'après l'hydrologue Jay Famiglietti, directeur de l'Institut mondial pour la sécurité de l'eau à l'Université de la Saskatchewan, au Canada. Famiglietti et ses collaborateurs ont analysé vingt ans de données issues des missions satellites GRACE, fruits d'une collaboration entre les États-Unis et l'Allemagne, afin de déterminer les variations en eau douce des réserves du continent européen. Les satellites jumeaux de la mission GRACE ont mesuré les changements gravitationnels de

la Terre pour évaluer le volume des grandes réserves de la planète, telles que l'eau stockée sous terre dans les aquifères, l'eau qui coule à la surface dans les lacs et les rivières, ou encore l'eau sous forme solide dans les inlandsis et les glaciers. Plus il y a d'eau, plus la force gravitationnelle est importante. Les résultats indiquent un appauvrissement régulier, entre 2002 et 2022, du volume d'eau dans les aquifères, ces roches et strates poreuses situées sous terre qui stockent la majeure partie de l'eau douce non gelée de la planète. Chaque année, la plupart des aquifères du continent (hormis quelques exceptions comme en

Scandinavie) perdent plus d'eau qu'ils n'en récupèrent par le biais des précipitations et autres phénomènes, affirme Famiglietti. Les chercheurs estiment que l'Europe perd en moyenne près de 84 gigatonnes d'eau par an depuis le début du 21^e siècle. C'est un taux alarmant, selon Famiglietti. Il correspond approximativement à la quantité d'eau contenue dans le lac Ontario, ou à 5 fois le débit annuel moyen du fleuve Colorado dans le Grand Canyon. Une telle ampleur (1 gigatonne correspond à 1 milliard de tonnes d'eau) nous est presque impossible à appréhender. C'est pourtant bel et bien à cette échelle qu'agit actuellement le changement climatique.

Extrait de Cynthia Barnett, «*Crise de l'eau en Europe: la situation est plus grave que ce que l'on pensait*», nationalgeographic.fr, 15 décembre 2022.

ASSURANCE CHÔMAGE Le gouvernement pousse-au-crime indemnisé de moins en moins les chômeurEs

Après la diminution du montant en 2021, c'est la durée qui est impactée: ce gouvernement mène une véritable guerre contre les chômeurEs! En plus de l'argument rabâché selon lequel les milliers de postes dans les métiers «en tension» ne trouvent pas preneur (en réalité, en raison des conditions dégradées et des salaires faibles), le gouvernement ose prétendre que baisser la durée d'allocation encourage le retour à l'emploi en s'appuyant sur des études dont l'interprétation peut se discuter. Concrètement, une réduction de 1% de la durée des allocations est censée réduire la durée de chômage de 0,15% à 0,6%. En oubliant de dire que, encore une fois, à peine 40% des chômeurEs sont indemnisés et que tous les chômeurEs ne vont pas au bout de leurs allocations. Ce prétexte ne cache pas autre chose qu'une volonté de forcer les chômeurEs à accepter un poste ne correspondant pas à son métier, sa qualification ou à un salaire moindre. En ce sens l'expérimentation dans 19 départements du versement du RSA contre une activité contribue à peser sur les conditions de l'ensemble des salariéEs.

Faire de l'assurance chômage une variable d'ajustement

Destinée à assurer un revenu de remplacement en cas de privation d'emploi (rôle assuré à l'origine par les caisses de secours), l'assurance chômage s'inscrit depuis environ 30 ans dans la logique de «l'activation des dépenses passives», logique de conditionnalité où les dépenses d'indemnisation sont passives car elles concernent des personnels

Joyeux Noël! Le 23 décembre le gouvernement a présenté le décret, dans le cadre de la loi adoptée le 21 décembre, sur la baisse de la durée des droits: 25% en cas de taux de chômage à 9% (en clair 18 mois au lieu de 24 mois pour les personnes de moins de 53 ans) et, nouveauté, 40% pour un taux à 6%.

RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE



non actifs sur le marché du travail et doivent donc être complétées par des démarches «actives» de recherche d'emploi. Le décret poursuit donc cette logique en conditionnant la durée de l'allocation au taux de chômage. En parallèle la reprise en main des conditions d'accès aux allocations et de la gestion par l'État (via notamment la suppression de la part dite salariale, remplacée par la CSG) permet d'accroître la pression.

«Plein emploi»?

Actuellement à 7,3% le taux de chômage est censé encore baisser puisque les milliers de postes vacants dans la restauration, la santé ou les transports ne sont pas pourvus. Et pour accélérer la baisse, Pôle emploi reconduit son

plan de 500 000 contrôles en 2023. Les derniers chiffres connus attestent de «l'efficacité» de cette politique puisque, en moyenne, c'est 50 000 personnes par mois radiées en 2022 (contre 44 000 en 2019), avec pour conséquence la suppression temporaire ou définitive des allocations... En novembre on a atteint le chiffre de 58 000 radiations!

Réagir à la hauteur de l'attaque

L'Unedic vient de publier le bilan de la réforme entrée en vigueur en octobre 2021. Le nombre de chômeurEs indemnisés a baissé: de 40% en décembre 2021 il est passé à 36% en juin 2022. Le montant des allocations a lui baissé de 16% en moyenne. Cette réforme ciblant les

jeunes et les précaires a été «efficace»: baisse de 26% des ouvertures de droits pour les moins de 25 ans, de 30% pour les salariéEs en CDD et de 37% pour les intérimaires. La réforme de 2021 a permis de faire 2 milliards d'euros d'économie sur le dos des travailleurEs, la version 2023 va doubler ce chiffre. Les organisations syndicales ne peuvent pas ignorer cette question. Pourtant, hormis des condamnations de façade de la réforme, force est de constater qu'aucune initiative n'est proposée. Sans parler des signatures par la CFDT et FO des conventions assurance chômage réduisant les droits. Le 15 décembre, une assemblée générale à l'initiative de la CGT-Spectacle a réuni l'URIF CGT, la FSU, Solidaires, les syndicats CGT, FSU, SUD à Pôle emploi et les associations de chômeurEs pour une première discussion sur un plan de bataille contre la réforme. Une première journée d'action a été organisée le 28 décembre avec l'occupation simultanée de 4 agences Pôle emploi à Montreuil, Lille, Lorient et Marseille. Cette journée symbolique en appelle évidemment d'autres, et un calendrier est en discussion pour les semaines à venir.

Car le retrait temporaire de la réduction de 40% de l'indemnisation en cas de chômage sous la barre des 6% par la Première ministre ce 3 janvier ne saurait masquer que cette nouvelle réforme est à combattre tout entière!

Correspondant



sont emprisonnés. Ils ne cessent d'exiger la libération d'Abdullah Öcalan, le président du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) emprisonné depuis 1999. Tout cela exaspère le pouvoir turc. Dans ce cadre, l'attitude du gouvernement français par rapport aux revendications kurdes est ambivalente. Depuis le rôle majeur joué par les Kurdes dans

la lutte contre Daesh, le président Macron a tendance à marquer une certaine souplesse, alors que le ministre des Affaires étrangères a toujours soutenu obstinément la Turquie. Cette ambivalence s'est reflétée dans le traitement des récentes manifestations: charges contre les manifestantEs le vendredi 23 décembre, gazages

de la manifestation du samedi 24... et protection discrète de la marche blanche du lundi 26 qui s'est alors déroulée dans le calme.

Ces derniers jours, les menaces de mort pleuvent sur les animateurEs du CDKF (Conseil démocratique kurde en France). Les autorités doivent prendre les mesures pour éviter qu'un nouvel attentat terroriste se produise.

Contre l'extrême droite, pour les droits des Kurdes!

Ce qui s'est passé ces derniers jours nous rappelle la menace, qui peut être meurtrière, que fait peser l'extrême droite sous toutes ses formes. La diffusion des idées racistes ou fascistes infuse dans certains esprits qui peuvent passer à l'acte pour tuer, parfois à leur initiative, parfois manipulés par des groupes ou des États.

C'est pourquoi le NPA est et sera partie prenante de toutes les mobilisations unitaires pour faire reculer le racisme et l'extrême droite.

C'est aussi la raison pour laquelle nous nous tenons aux côtés du peuple kurde pour porter ses exigences, en participant aux manifestations qui ont eu lieu et qui continueront d'avoir lieu, à commencer par celles du 7 janvier: la lumière doit être faite sur les éventuels commanditaires de l'attentat du vendredi 23 décembre; le secret défense concernant l'enquête sur les assassinats de Rojbin, Sakine et Leyla doit être levé; les centres culturels et associatifs kurdes doivent être protégés; la collaboration avec le pouvoir et les services secrets turcs doit s'arrêter; le PKK doit être retiré de la liste des organisations terroristes. **Nouveau Parti anticapitaliste**

Le chiffre

203 milliards

La fortune estimée d'Elon Musk est passée de 340 milliards de dollars en novembre 2021 à 137 milliards de dollars en décembre 2022. Soit une perte de 203 milliards en un an. Une preuve supplémentaire que ces montants astronomiques ne veulent souvent pas dire grand-chose. Mais une preuve aussi qu'on pourrait prendre beaucoup d'argent aux milliardaires sans qu'ils n'en souffrent trop.



Agenda

Samedi 7 janvier, manifestation de solidarité avec le peuple kurde, Paris. À 10h, Gare du Nord.

Mardi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Pauline Salingue et Olivier Besancenot, Paris. À 19h30, à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, Paris 20^e, métro Gambetta ou Ménilmontant.

Vendredi 20 janvier, assemblée contre la loi immigration Darmanin, Paris. À 18h, à la Bourse du travail, salle Hénaff, 85, rue Charlot, Paris 3^e, métro République.

Samedi 21 janvier, marche pour nos retraites, Paris. À 14h, rdv à venir.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauPartiAnticapitaliste.org

NO COMMENT

Un représentant de l'État doit être inattaquable et respectable.

GÉRALD DARMANIN, BFM-TV, 1^{er} janvier 2023.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaires de rédaction:
Fabienne Brifault, Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

IRAN Adieu, Mohammad!



Mohammad Moradi, DR

Mardi 27 décembre, un Iranien de 38 ans s'est jeté dans l'eau froide du Rhône. Il s'appelait Mohammad Moradi et vivait à Lyon avec sa femme depuis trois ans.

Dans une vidéo postée quelques instants avant sa mort, il appelait à soutenir le peuple iranien dans sa lutte contre « des policiers et un gouvernement extrêmement violents ». « La police attaque les gens, on a perdu beaucoup de fils et de filles, on doit faire quelque chose ». « J'ai décidé de me suicider [...] pour montrer que nous, peuple iranien, nous sommes très fatigués de cette situation ».

Dans le rassemblement qui a eu lieu à Lyon pour lui rendre hommage, une manifestante iranienne a notamment expliqué : « Mohammad Moradi disait qu'il ne pouvait pas vivre tranquillement, confortablement ici où il était très bien intégré » alors que des IranienEs sont tués « à bout portant ». « Son cœur battait pour l'Iran, il ne supportait plus ce régime ». « Il espérait que sa mort soit un élément de plus pour les médias occidentaux et les gouvernements, pour soutenir la révolution en marche en Iran ». Des rassemblements comparables ont eu lieu dans plusieurs autres villes françaises.

On compte actuellement au moins 18 000 arrestations, plus de 500 mortEs dont au moins 63 enfants. Deux manifestants ont par ailleurs été pendus les 8 et 12 décembre après un simulacre de procès, et plus de cinquante autres condamnations à la peine capitale ont été prononcées.

Pour parvenir à bloquer le déchaînement de la répression, le soulèvement iranien a plus que jamais besoin de la solidarité des exploités et opprimés du monde entier.

Campagne de solidarité financière avec les travailleurEs d'Iran

Le meurtre de Jina Mahsa Amini le 16 septembre dernier, assassinée par la police des mœurs, pour un voile mal ajusté, a déclenché un soulèvement populaire inédit par son ampleur, sa profondeur et sa durée. En moins de 48 heures, le mot d'ordre « Femme, Vie, Liberté » s'est propagé dans tout le pays, et dans le monde entier, comme une traînée de poudre. Cette lame de fond marque une rupture radicale avec la République Islamique et un refus du retour d'un régime monarchique. [...]

L'entrée en lutte de la classe ouvrière constitue un enjeu central dans l'issue de l'affrontement en cours. Les travailleurEs qui se lancent dans des actions grévistes sont sévèrement réprimés. Arrêtés, ils et elles sont aussi licenciés, doivent faire face aux tortures et à des frais de justice exorbitants. Afin de les soutenir et de contribuer à la prise en charge des frais de justice et d'avocat, Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI) lance une campagne de solidarité financière. Il s'agit de développer une solidarité internationaliste concrète avec celles et ceux qui luttent courageusement dans des conditions difficiles.

Cette campagne est hébergée par Europe solidaire sans frontières (ESSF) : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65021>

ÉTATS-UNIS Immigration : la crise se poursuit, causant des souffrances à des millions de personnes

Les États-Unis sont confrontés à une crise de l'immigration compliquée. Elle tourne autour du Titre 42, utilisé par Donald Trump pour expulser des migrantEs sans aucune procédure. Alors que le président Biden a récemment tenté de mettre un terme aux expulsions en vertu du Titre 42, la Cour suprême dominée par la droite a décidé que cette mesure devait être maintenue.

La crise actuelle a commencé en mars 2020, l'administration Trump, prétendant lutter contre la pandémie de Covid, a émis un ordre de santé publique basé sur une loi appelée Titre 42, section 265, adoptée à l'origine en 1944 pour empêcher la propagation de maladies transmissibles, mais pas pour appliquer des restrictions à l'immigration. Dans les deux dernières années et demi, 2,5 millions de demandeurEs d'asile ont été refoulés.

Titre 42

À partir de mars 2020, le Titre 42 a été utilisé pour refouler les réfugiés demandant l'asile et refuser de les laisser entrer aux États-Unis pour présenter leur cas. L'asile est généralement proposé aux personnes qui craignent d'être victimes de violences dans leur pays d'origine en raison de leur religion, de leurs opinions politiques, de leur orientation sexuelle ou de leur appartenance ethnique et dont le gouvernement ne les protège pas. En vertu du Titre 42, les demandeurEs d'asile sont désormais repoussés au Mexique où ils attendent dans des villes comme Tijuana et Ciudad Juárez dans des conditions sordides, dangereuses et insalubres. Tout cela viole à la fois la loi américaine sur l'immigration et la convention des Nations unies.

Si le Titre 42 a exacerbé la crise de l'immigration aux États-Unis, il ne

l'a pas créée. La crise existe depuis des décennies. À la frontière sud avec le Mexique, chaque année, environ un million de personnes — plus récemment près de deux millions — se voient refuser l'entrée. Des migrantEs qui tentent d'entrer aux États-Unis meurent dans le désert de l'Arizona (221 en 2021), tandis qu'en moyenne unE migrantE se noie chaque jour dans le Rio Grande. Les trafiquants (« Coyotes ») qui transportent les migrantEs à travers des pays entiers, puis à travers la frontière, demandent des milliers de dollars, et parfois volent, violent ou abandonnent les personnes qui leur ont fait confiance. En juin 2022, les autorités ont trouvé 51 migrantEs morts dans un camion près de San Antonio, au Texas, et ce n'est pas la seule fois où un tel évènement s'est produit.

Un pays d'immigration ?

Tout au long du 19^e siècle et jusqu'à la fin du 20^e, la majorité du peuple étatsunien s'est enorgueilli que son pays soit un refuge pour les migrantEs économiques et les réfugiés en quête d'asile. Les écolierEs apprenaient le poème d'Emma

Lazarus inscrit sur la statue de la Liberté : « Donne-moi tes pauvres, tes exténués/Tes masses innombrables aspirant à vivre libres/Le rebus de tes rivages surpeuplés./Envoie-les moi, les déshérités, que la tempête me les rapporte/Je dresse ma lumière au-dessus de la porte d'or! » Il y a toujours eu, bien sûr, des organisations et des politiciens anti-étrangers, et des vagues périodiques d'hystérie anti-immigrantEs ont eu lieu, mais en général, les ÉtatsunienEs se voyaient comme une nation d'immigrantEs qui accueillait toujours les autres (avec des exceptions, pour les Chinois au 19^e siècle par exemple ou les « subversifs » au vingtième).

Le virage politique à droite des années 1980 a commencé à changer cette attitude, les politiciens républicains affirmant que les immigrantEs prenaient les emplois américains, menaçaient l'identité américaine et apportaient des idéologies dangereuses comme le fondamentalisme islamique. Durant sa campagne présidentielle de 2016, Trump a semé la peur, en déclarant à propos des immigrantEs : « Ils apportent de la drogue. Ils apportent le crime.

Ils sont des violeurs. Et certains, je suppose, sont des gens bien ». Il a promis de construire un mur à la frontière mexicaine pour les empêcher d'entrer, tandis qu'en privé, il a parlé de tirer sur les personnes qui traversent la frontière.

La crise de l'immigration a été largement causée par les politiques étrangères US et les politiques économiques néolibérales partout, en particulier en Amérique centrale, où elles ont dévasté les économies nationales et porté au pouvoir des gouvernements de droite violents et autoritaires liés aux cartels de la drogue. Aujourd'hui, le changement climatique force également les agriculteurEs à quitter leurs terres et les pousse à migrer.

Les Démocrates ont avancé des propositions pour des politiques frontalières plus humaines mais, avec l'opposition des Républicains, ils sont paralysés. Certains, à gauche, réclament une frontière ouverte, mais cette idée n'est pas soutenue par la société dans son ensemble. Il est clair que nous avons besoin d'un nouveau mouvement pour les droits de l'immigration.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

IMPÉRIALISME USA en Afrique : le retour

La guerre en Ukraine a révélé le fossé grandissant entre occidentaux et pays africains. Les USA tentent de pallier les conséquences de leur apathie politique qui a prévalu pendant deux décennies sur le continent.

Du 13 au 15 décembre 2022, l'administration Biden a organisé un sommet USA/Afrique. L'ensemble des dirigeants des pays membres de l'Union africaine (UA) était convié. Manquaient à l'appel les présidents du Soudan, du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée-Conakry dont les pays sont suspendus de l'UA pour cause de coup d'État. Les dirigeants d'Érythrée et du Sahara occidental n'étaient pas invités en l'absence de relations diplomatiques avec les USA. Le dernier sommet de ce genre date de l'ère Obama. Il s'agit donc pour la Maison Blanche de rattraper le temps perdu.

Être dans la course

Si Joe Biden a nié que ce sommet visait à concurrencer les autres puissances impérialistes en Afrique notamment celles qui sont considérées comme adversaires — la Russie et la Chine —, cela ne trompe personne. Washington paie son désintérêt pour l'Afrique depuis 2000, mis en exergue par la finesse diplomatique de Trump considérant certains États africains comme des « pays de merde ». Dans le domaine militaire, les USA n'ont fait que le service minimum, notamment en Somalie, en aidant les armées somalienne et kenyane par des frappes de drones contre les



WIKIMEDIA COMMONS

Shebabs. En Afrique de l'Ouest, ils laissent volontiers l'armée française tenter de sécuriser la région contre les différents groupes jihadistes.

Quant aux échanges économiques avec l'Afrique ils sont en berne. De 142 milliards de dollars en 2009 ils ne représentaient plus que 64 milliards en 2021.

Parallèlement, la Russie avance ses pions grâce à ses exportations jugées stratégiques pour les pouvoirs africains. Il s'agit du blé et des engrais, ainsi que de l'armement qui souvent s'accompagne de traités militaires. La Chine, elle, poursuit son projet de la « route de la soie »

avec des échanges commerciaux qui atteignent les 254 milliards de dollars, soit quatre fois plus que les USA.

Un sommet de rattrapage

Bien conscient de ces écarts économiques mais aussi de la prise de distance de beaucoup de pays africains vis-à-vis de l'Occident, les USA ont mis sur la table des nouvelles propositions. D'abord un engagement à rénover l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) permettant aux produits africains d'être exonérés de taxes. Dans la réalité, cette loi datant de 2000

n'a favorisé que moins de 10% des échanges commerciaux avec le continent. Par contre Biden est fortement intéressé par la zone de libre-échange africaine (Zlecaf) qui va ouvrir un marché de plus d'un milliard de personnes. Des sommes vont être débloquées pour la lutte contre l'insécurité alimentaire soit 2,5 milliards de dollars. Ces dépenses s'inscrivent dans le provisionnement de 55 milliards de dollars sur trois ans. Des sommes supposées favoriser les quatre items décrits dans la feuille de route de l'administration Biden : favoriser les sociétés ouvertes capables « de contrer les activités préjudiciables de la République populaire de Chine, de la Russie et d'autres acteurs » ; améliorer la sécurité et la démocratie ; favoriser les opportunités économiques ; et enfin aider à la transition climatique. Comme tous les dirigeants occidentaux depuis des années, Joe Biden a déclaré lors du sommet qu'il agirait afin que l'Union africaine soit membre des principales structures internationales, notamment le G20 et le conseil permanent de sécurité des Nations unies. Beaucoup de promesses donc qui, même réalisées, auraient peu d'impact positif pour les populations.

Paul Martial

La loi sur le budget n'est pas seulement une loi capitaliste, comme celles des gouvernements précédents, c'est une loi brutale qui exprime la haine et le mépris de la droite parafasciste envers les classes subalternes. Elle désigne les couches les plus fragiles de la société comme des coupables, essaie de provoquer une guerre entre pauvres afin de créer une masse de prolétaires sans ressources, sans protections et sans organisation, obligés de vendre leur force de travail dans n'importe quelles conditions d'exploitation, non seulement en faveur du grand patronat, mais aussi de la petite et moyenne bourgeoisie; menacés par la concurrence capitaliste, ces couches rancunières et apeurées constituent précisément la base électorale des droites. La loi vise en outre à restaurer un « ordre réactionnaire » et une idéologie nationaliste, obscurantiste, anti-migrantEs et raciste, selon laquelle chacun doit rester à sa place, dans la position de classe que la naissance et le destin lui ont assignée.

Ultralibéralisme

Sur le plan économique, cette loi s'inscrit dans une parfaite continuité avec les politiques du gouvernement Draghi assurant la centralité des intérêts de la grande bourgeoisie, la valorisation du capital et l'accord avec les options néolibérales de l'Union européenne. Les désaccords avec Bruxelles ont en effet été limités: ceux-ci ne concernent pas le dispositif de la loi dans son ensemble mais seulement et partiellement l'utilisation de l'argent liquide et des paiements en ligne, une mesure identitaire que Giorgia Meloni a finalement abandonnée.

ITALIE Une loi de finances contre les classes populaires

La loi de finances 2023 et d'autres mesures gouvernementales, comme celles qui visent à criminaliser les rassemblements musicaux des jeunes ou les activités d'aide aux migrantEs de la part des ONG, montrent clairement l'orientation adoptée par le gouvernement des droites en Italie.

La loi sur le budget est principalement financée par la dette: 21 milliards sur un total de 35 milliards constituent une dette supplémentaire (que quelqu'un devra tôt ou tard rembourser) et 21 milliards sont destinés à lutter contre l'augmentation du prix des factures d'énergie. Personne n'a songé à proposer une imposition progressive plus forte sur les gros revenus ou un impôt sur la fortune et le patrimoine. Au contraire, la part la plus importante du financement de la loi (3,7 milliards d'euros), le gouvernement l'obtient en supprimant les prestations de compensation des retraites qui auraient dû être versées pour défendre les retraités contre l'augmentation galopante du coût de la vie. Un autre milliard a été récupéré en puisant dans le revenu dit de citoyenneté destiné aux couches les plus pauvres de la société; ce qui démontre que la loi a un caractère d'oppression de classe qui s'abat contre les secteurs les plus faibles de la société; cette modeste aide de dernier recours a en effet permis d'éviter que des millions de personnes ne meurent de faim. Ils l'ont coupée afin d'exploiter davantage la main-d'œuvre. Dans le même temps, une douzaine de réductions d'impôts



WIKIMEDIA COMMONS

substantielles sont introduites pour les entreprises et les travailleurs indépendants, celles-ci sont définies par le gouvernement dans les termes d'une « trêve fiscale » à l'égard de la moyenne et de la petite bourgeoisie. Et les économies dans les dépenses publiques sont obtenues en sacrifiant notamment les secteurs de la santé et de l'éducation!

La riposte reste à construire

Pour les travailleurEs, on prévoit une réduction de la pression fiscale, c'est-à-dire des impôts sur les salaires, ce qui entraînera une augmentation dérisoire des salaires, de 10 à 20 euros par mois alors que l'inflation a grimpé à 12%;

celle-ci sera dans tous les cas payée par les travailleurEs à travers la réduction des recettes publiques et donc des capacités de dépense pour les services publics. Meloni et compagnie ont pu agir en toute impunité parce qu'aucune opposition politique et sociale de masse sérieuse n'a été construite à l'automne, non seulement, sans surprise, de la part des deux principaux partis de l'opposition, le PD (Parti démocrate) et le M5S (Mouvement 5 étoiles), mais aussi du côté des syndicats. La CGIL et l'UIL ont adopté une posture d'observateur passif sauf à la dernière minute quand, histoire de sauver la face, les deux syndicats ont appelé à une grève symbolique de quatre heures qui, tardive et mal organisée, s'est révélée totalement inefficace. Les luttes et les manifestations des syndicats de base ont été combatives mais, compte tenu de leur taille, elles n'ont pas pu avoir un impact sur la dynamique globale. Dans un contexte où le gouvernement annonce déjà de nouvelles mesures économiques et institutionnelles à caractère antisocial et antidémocratique, il reste beaucoup à faire pour les forces antifascistes et ouvrières.

Franco Turigliatto, traduction H.M.

ISRAËL/PALESTINE 231 PalestinienEs tués en 2022

L'année 2022 a été la plus meurtrière depuis des décennies pour les PalestinienEs vivant sous occupation israélienne. En Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est spécifiquement, cette année a marqué le plus grand nombre de meurtres de Palestiniens dans les territoires depuis que l'ONU a commencé à enregistrer les décès en 2005.

Les meurtres ont commencé dès le début de l'année, avec deux Palestiniens tués au cours de la première semaine de janvier 2022 — l'un par un soldat israélien, l'autre par un colon israélien. À partir de ce moment, les meurtres n'ont plus cessé.

Jénine et Naplouse particulièrement ciblées

Le nombre total de Palestiniens tués en 2022 s'élève à 231. Ce nombre comprend également 53 personnes tuées à Gaza, dont 49 lors de l'opération « Breaking Dawn » en août, et cinq Palestiniens de citoyenneté israélienne tués à l'intérieur du territoire de l'État d'Israël. La grande majorité des décès de cette année provient toutefois de la Cisjordanie occupée, avec 173 Palestiniens tués.

Cette liste ne comprend pas seulement les Palestiniens qui ont été abattus par des soldats israéliens ou écrasés par des voitures de colons israéliens. Elle inclut également les prisonniers politiques palestiniens qui sont morts dans les prisons israéliennes à la suite d'une « négligence médicale directe », ou ceux qui sont morts en résistant à l'apartheid et au colonialisme israéliens, et qui sont donc considérés comme des « martyrs » — ceux qui sont morts pour la cause — par le public palestinien.

Parmi les 173 personnes tuées en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, on compte 39 enfants âgés de moins de 17 ans, ce qui représente près de 27% du nombre total de morts sur le territoire.

En Cisjordanie, le plus grand nombre de victimes se trouve dans deux régions spécifiques: Naplouse et Jénine, représentant respectivement 19% et 34% du total des victimes. Le nombre particulièrement élevé de décès dans les deux régions du nord de la Cisjordanie peut être attribué à la résurgence de la résistance armée observée dans ces deux régions, que l'armée israélienne s'est efforcée de réprimer cette année.

Mensonges de l'armée

À la fin de l'année 2021, l'armée israélienne a modifié sa réglementation déjà peu contraignante en matière de tirs en Cisjordanie occupée, autorisant officiellement les troupes à tirer sur les Palestiniens qui avaient jeté des pierres ou des cocktails Molotov sur des véhicules civils, même si le Palestinien ne représentait plus une menace immédiate.

Le porte-parole de l'armée a affirmé que le règlement modifié ne s'applique que lorsque des pierres ou des bombes incendiaires sont lancées vers des véhicules civils, et non lorsque de tels objets sont lancés vers les forces armées lors de raids militaires, et que les soldats doivent suivre un protocole dans lequel l'usage de la force meurtrière est un dernier recours. La nature des meurtres de cette année, cependant, raconte une histoire différente.

Selon la documentation recueillie par Mondoweiss, la grande majorité des personnes tuées ont été abattues par la police israélienne, la police des frontières et l'armée lors de confrontations avec les forces israéliennes. Si les affrontements armés entre Palestiniens et forces armées israéliennes ont augmenté de manière significative cette année, nombre des personnes tuées ont été abattues alors qu'elles n'étaient pas armées, ou alors qu'elles lançaient des pierres ou des cocktails Molotov en direction de véhicules de l'armée israélienne et de soldats armés.

Yumna Patel, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net.



DR

GRANDE-BRETAGNE La grève se poursuit avec un soutien important de la population

Un article rédigé par une de nos camarades d'Anticapitalist Resistance.

J'ai passé une partie de la matinée de Noël avec des grévistes. Je ne me souviens pas que cela soit arrivé auparavant au cours de mes décennies d'activité politique. Je n'ai pas eu à sortir de chez moi, car il s'agissait d'une réunion Zoom organisée par le syndicat de la fonction publique PCS pour apporter la solidarité à ses membres de différents secteurs qui mènent une action pendant la période des fêtes.

Soutien populaire

Même si je n'avais pas fait cela, j'aurais certainement eu connaissance de la grève des membres du PCS au sein de la Border Force — les personnes qui vérifient les passeports — pendant les vacances. Tous les flashes d'information des médias grand public à l'approche de Noël en parlaient. Malgré le fait que le gouvernement conservateur et ses amis dans les médias n'ont cessé d'asséner des propos antisyndicaux depuis que les cheminots ont entamé leur campagne d'actions au début de l'été, le soutien du public reste important. Le soutien est particulièrement élevé pour les travailleurEs de la santé, après que les infirmières



GUY SMALLMAN

appartenant au Royal College of Nurses ont mené leur toute première action de grève pendant deux jours distincts en décembre — et ont ensuite annoncé une action pendant deux jours consécutifs en janvier. Les ambulanciers de trois syndicats ont également fait grève en décembre et certains feront à nouveau grève en janvier. Un sondage d'opinion publié le 14 décembre a révélé un soutien de 60% au personnel du NHS en grève, les pompiers, les enseignants, les postiers et les éboueurs ayant également un taux

de soutien supérieur à celui de l'opposition. Il s'agit néanmoins de taux de soutien plus faibles qu'en septembre-octobre.

D'autres secteurs bientôt mobilisés?

Le soutien de l'opinion publique, en particulier pour les travailleurEs de la santé et des transports, repose sur deux faits liés. Les travailleurEs accusent le gouvernement conservateur d'être responsable de la crise du coût de la vie et, en même temps, ils le tiennent pour responsable de l'état du NHS et des

transports publics. Même là où le soutien aux grèves a diminué, une majorité de gens tiennent le gouvernement pour responsable de la situation. Les Tories ont refusé de discuter des salaires avec les travailleurEs lorsqu'ils sont l'employeur — et ont clairement fait pression sur les grands employeurs lorsqu'ils ne le sont pas.

En attendant la nouvelle année, outre la poursuite de l'action de nombreux groupes de travailleurEs qui ont fait grève ces derniers mois, de nouveaux secteurs pourraient se joindre à la campagne pour des salaires équitables. Les deux syndicats qui organisent les enseignantEs sont en train de faire voter leurs membres et les résultats sont attendus pour la deuxième semaine de janvier, ce qui pourrait permettre à plusieurs milliers de travailleurEs supplémentaires de se mobiliser. Dans le même temps, le syndicat des pompierEs, beaucoup plus petit mais hautement stratégique, devrait annoncer les résultats de son scrutin dans les prochains jours. Des rumeurs circulent selon lesquelles le Trade Union Congress organisera la coordination des actions de grève le 1^{er} février. Ce n'est pas demain la veille. Mais l'une de mes résolutions du Nouvel An 2023 est sans doute de passer beaucoup de temps sur les piquets de grève...

Terry Conway, traduction J.S.

EN 2022, UN MONDE PLUS QUE JAMAIS EN CRISE

Pics de chaleur record, guerre en Ukraine, soulèvement en Iran, révoltes en Chine contre la politique sanitaire répressive et inefficace du pouvoir, banalisation des discours xénophobes et racistes en France sur fond d'inégalités sociales inédites, violences sexistes toujours mal prises en charge au sein des organisations du mouvement ouvrier... l'année 2022 marque-t-elle l'essoufflement d'un système? Retour sur les bouleversements sociaux et politiques d'un monde plus que jamais en crise. Pour mieux préparer les combats de demain.

UKRAINE LA GUERRE DE POUTINE ET LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine déclençait l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes. Il justifiait cette «opération spéciale» ouvrant la plus importante guerre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, par la nécessité de «dénazifier» et «démilitariser» l'Ukraine. Au-delà, il endossait une idéologie colonialiste grand-russe en affirmant que l'Ukraine n'est qu'une partie de la Russie.

Une telle offensive militaire massive, menée par la deuxième armée la plus puissante du monde, semblait devoir atteindre ses objectifs et prendre Kiev pour imposer un pouvoir à sa botte. Mais les autorités et le peuple ukrainien dans toutes ses composantes ont opposé à cette invasion une résistance acharnée et multiforme. Celle-ci s'est appuyée sur une conscience historique de lutte contre les oppressions, en particulier celles du tsarisme et du stalinisme russes, et sur les leçons du conflit de 1914 qui continuait de manière larvée depuis : les manœuvres de Poutine, ses troupes camouflées occupant la Crimée et la moitié du Donbass — leçons aussi des errements du gouvernement ukrainien de l'époque.

Annexion de 4 régions administratives

Un soutien actif de la population ukrainienne, un président Zelensky galvanisé, une armée

réorganisée — mais pas dominée par les fascistes, ni par une aide militaire occidentale majeure, contrairement à ce qu'une partie de la gauche a pu hélas reprendre de la propagande poutinienne —, voilà ce qui a permis que l'offensive russe s'enraye au mois de mars 2022, puis recule autour de Kiev et Kharkiv en avril en se redéployant dans les importantes régions occupées dans le sud et l'est du territoire ukrainien, mettant au jour les crimes de guerre de l'armée russe. À la fin septembre 2022, Poutine organisait l'annexion à la Russie «pour toujours» de 4 régions administratives ukrainiennes, Louhansk et Donetsk dans le Donbass, Zaporijia et Kherson au sud, alors même qu'il n'occupait pas entièrement ces régions. C'était une riposte aux contre-offensives ukrainiennes qui bénéficiaient cette fois des livraisons d'armes très conséquentes des USA et des autres gouvernements «occidentaux» et qui rencontraient des succès autour de Kharkiv, dans le Donbass et sur la rive droite du

Dniepr, reprenant Kherson début novembre.

La stratégie actuelle de Poutine est de bombarder systématiquement les infrastructures et réseaux d'alimentation en énergie et en eau pour épuiser dans l'hiver le soutien civil à la résistance ukrainienne, ce qui constitue un nouveau crime de guerre. Mais, alors que des gouvernements «raisonnables» et certains à gauche se préoccupent de la pression à mettre sur les UkrainienEs pour un cessez-le-feu immédiat, il est clair que Poutine et ses proches refusent l'incontournable retrait de leurs armées de l'Ukraine, et cherchent avant tout à préparer la prochaine offensive de leurs troupes blindées. Cependant, leur position est fragilisée par la réticence du peuple russe à participer à cette guerre, encore plus celle du peuple biélorusse.

Aux côtés de la résistance ukrainienne

Toutes les forces démocratiques, en particulier en Europe

orientale, ne peuvent que souhaiter un affaiblissement qualitatif voire la chute du régime de l'autocrate Poutine comme condition pour une paix juste et durable. Cela sans illusions sur les politiques menées par les impérialismes occidentaux, ni sur la diminution des budgets militaires partout dans le monde au-delà de cette guerre. Avec le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (<https://ukraine-solidarity.eu/>), nous sommes aux côtés de la résistance armée et non armée ukrainienne, aux côtés des anti-guerre et déserteurs russes et biélorusses, mais aussi des syndicalistes et étudiantEs ukrainiens qui luttent contre les dramatiques mesures néolibérales du gouvernement Zelensky, et des réfugiéEs d'Ukraine et de tous les pays qui réclament l'extension de la protection temporaire et le respect des droits des migrantEs, comme les droits reproductifs des femmes, les premières victimes de violence dans ces situations.

Jacques Babel

CHINE DES RÉSISTANCES INÉDITES DEPUIS 1989

L'année 2022 a vu, en Chine, le triomphe de Xi Jinping au sein de l'appareil central du Parti communiste, suivi un mois plus tard d'une crise politique majeure. Un retournement spectaculaire de situation qui apparaît comme un point de bascule.

L'avenir nous dira s'il en est bien ainsi, mais les conditions qui ont permis au régime de se consolider en interne et à la puissance chinoise de se déployer à l'échelle mondiale semblent bien remises en cause. Ce retournement de situation est particulièrement brutal sur la gestion de la pandémie Covid-19. Lors du 20^e congrès du PCC, à la mi-octobre, Xi avait porté haut le drapeau de sa politique Zéro Covid, puis l'a abandonnée dès la mi-novembre. La très grande contagiosité des variants Omicron ne permet plus de bloquer la diffusion du virus. Les confinements de villes, de quartiers, de complexes industriels ont pris des formes d'une telle violence qu'ils ont contribué à déclencher un mouvement de révolte populaire, ainsi qu'à précipiter le déclin de la production. Il est possible que la décision d'inverser la politique sanitaire ait été secrètement prise par Xi Jinping dès avant le congrès, son coût économique devenant rédhibitoire. Xi s'est rapidement effacé, prônant le «laisser faire» face à l'épidémie, désengageant la puissance publique et en appelant à la responsabilité individuelle.

Démessure de la répression

Rétrospectivement, la réponse chinoise au Covid n'apparaît pas si différente de celles que nous avons connues en Europe. Déni, mensonges et retard décisif dans la mise en œuvre de mesures efficaces, conduisant à la transformation de l'épidémie en pandémie, à des confinements durs, à des sorties de confinements mal contrôlées et, au final, à une incapacité à refondre l'ensemble du système de santé afin de faire face aux nouveaux enjeux sanitaires. La Chine possédait un atout maître, produisant tout ce dont elle avait besoin. Les

dimensions de ce pays-continent pouvaient constituer un handicap, mais c'est bien le caractère dictatorial du régime qui explique la démesure de la répression, des restrictions, du réseau de surveillance et, aujourd'hui, du «laisser faire» alors que les cliniques sont privées et que l'accès à la santé coûte très cher. Le pays risque de vivre une véritable crise humanitaire en 2023.

Résistances à la sauvagerie du capitalisme chinois

Les résistances sociales aux injonctions du pouvoir se manifestaient dès avant le 20^e Congrès, notamment dans la jeunesse. Le régime se révèle aujourd'hui incapable de respecter le pacte social qui fondait son «acceptabilité» : la certitude que les enfants vivraient mieux que leurs parents. Il perd l'appui passif des classes moyennes, alors que les ouvrières et ouvriers contraints de produire malgré l'épidémie (les travailleurEs du complexe industriel de Foxconn ont été enfermés sur place jour et nuit) ont vécu la sauvagerie du capitalisme chinois. La crise est durable au point qu'un mouvement de retrait de grandes entreprises nationales ou internationales (Apple...) est amorcé, alors que le conflit entre Pékin et Washington, autour de Taïwan et au-delà, s'intensifie.

Les mouvements de résistance actuels ont des racines multiples mais leur ampleur est sans précédent depuis la répression de 1989. Le pouvoir va tout faire pour éviter qu'elles ne prennent des formes organisées, coordonnées, stables. Cependant, un esprit de solidarité remarquable se manifeste, des manifestantEs dans de nombreuses localités s'identifiant avec la révolte initiée à Ürümqi, capitale de la région ouïghoure du Xinjiang. La crise du Covid a brisé des barrières ethniques ou sociales.

Pierre Rousset

POUTINE BRANDIT LA MENACE NUCLÉAIRE



CHARMAG

Faisant suite à une vague de mobilisations du monde du travail au printemps 2022, le mouvement Femme Vie Liberté a ouvert une ère nouvelle dans la longue histoire des confrontations entre le régime islamique et le peuple Iranien.

Un mouvement qui vient de loin

L'assassinat de Jina Masha Amini, le 16 septembre dernier a mis au premier plan les griefs profonds accumulés au fil des décennies. Les révoltes de 2017 et 2019 avaient déjà libéré une contestation et une défiance significatives à l'égard du régime. Mais elles furent de courte durée (moins de deux semaines pour chacune d'entre elles) et aucune n'avait regroupé autant de monde, provenant d'horizons et classes sociales aussi diversifiées. Le mouvement actuel englobe majoritairement les couches moyennes pauvres, des

étudiantEs, des jeunes ouvrierEs précaires et chômeurEs. La différence majeure est le rôle primordial joué par les femmes, dont le slogan central originaire du Kurdistan «Femme, Vie, Liberté» a une nature universelle.

Une rapide radicalisation

Très vite d'autres mots d'ordres sont apparus. Parallèlement au très populaire «Mort au dictateur» ont surgi des slogans contre la corruption, la répression féroce et celui de «Pain, travail et liberté». Et lorsque les royalistes, basés uniquement à l'étranger, ont tenté de lancer une OPA sur le mouvement, le slogan «Ni Mollah Ni Chah!» est sorti des universités iraniennes et a brillamment répondu à leurs manœuvres. La rupture est profonde entre le régime et environ 80% de la population, dont une partie de la bourgeoisie. Le discours réformateur, après deux décennies de prépondérance, est totalement

discrédité. Au quatrième mois de mobilisation, celle-ci ne faiblit pas malgré des hauts et des bas. Elle est présente dans toutes les grandes et petites villes, et comme toujours avec une vigueur particulière au Kurdistan, suivi par le Baloutchistan. Dans ces régions, la question des minorités nationales se greffe sur les autres revendications.

L'urgence d'une structuration du mouvement

L'ombre de la défaite finale du «printemps arabe» plane sur le soulèvement iranien. On compte en effet plus de 500 mortEs, un nombre croissant de condamnations à mort, et au minimum 18 000 arrestations (dont celles de leaders syndicaux emprisonnés pour certains depuis le printemps). Cette répression féroce et sans merci entrave pour l'instant une convergence réelle entre les manifestations de rue et les grèves

revendicatives éclatant dans le monde du travail et qui prennent une dimension de plus en plus politique. Tout cela ne permet pas pour l'instant à la classe ouvrière de jouer le rôle déterminant qui devrait être le sien.

Par ailleurs, le risque existe que le pouvoir procède à la fermeture des universités, comme il l'avait fait entre 1981 et 1984. Une telle mesure priverait le soulèvement d'un outil majeur et innovant de coordination. Fort heureusement, à l'initiative de jeunes militantEs, des comités de quartier ont vu le jour. Leur développement dans les quartiers populaires pourrait répondre en partie au besoin vital de coordination. En effet, suite à l'explosion du prix des loyers, de nombreux enseignantEs et employéEs à faible revenu ont déserté le centre des grandes villes et habitent aujourd'hui dans ces quartiers ou à leur proximité.

Behrooz Farahany

IRAN UN PRINTEMPS EN AUTOMNE EN 2022

FASCISME L'EXTRÊME DROITISATION DU NORMAL

En quelques années le discours islamophobe habillé des atours de la défense de la laïcité et de la République est passé de la marginalité de l'extrême droite radicale à la nouvelle normalité du discours politique.

Il est repris à la tête des Républicains avec la victoire d'Éric Ciotti en décembre dernier pour qui « la question est d'abord celle de la survie de la France » alors que « notre pays est frappé de déclin » voire « d'une sorte de décadence ». Il plaide pour « une droite ferme, qui rétablisse l'ordre dans la rue » mais aussi une droite « du travail, de l'autorité, de l'identité, qui nous permette de vivre comme nous avons toujours vécu ».

Le racisme et l'islamophobie sont la clef de voûte de ce discours qui a fait évoluer le champ politique à droite. Sur le plan économique, il est la réfraction des difficultés des classes dominantes qui n'ont pas de perspective de croissance capable de maintenir des profits élevés tout en assurant un taux d'emploi et de salaire susceptibles de produire du consentement à leur domination. Il se dégage d'ailleurs un consensus autour du bon vieux programme de la droite, moins d'impôts, moins de cotisations sociales, de solidarité nationale et de service public pour plus de liberté. Sur le terrain politique il sert donc à diviser les exploités, à justifier la pression exercée à l'encontre d'une partie d'entre eux.

Zemmour, candidat pour la guerre civile

Le phénomène n'est pas nouveau, il a connu un saut en 2022 avec la candidature d'Éric Zemmour à la présidentielle et la construction du parti Reconquête. Celui-ci mène campagne contre le « grand remplacement » et pour « la remigration », c'est-à-dire la déportation de millions de non-blancs. Le choix du nom du parti fait référence à la sombre période de la reconquête chrétienne contre les musulmans en Espagne au cours du Moyen Âge. Une organisation politique défendant la perspective de la guerre civile est donc née. Forte de plus de

**MARINE LE PEN
SE VELT
RASSURANTE**



130 000 membres, cette organisation s'apprête à percevoir 1,5 million d'euros par an de subventions publiques. Autour du meurtre de la petite Lola en novembre elle a réussi à rassembler plus de 5 000 personnes partout en France entraînant dans son sillage toute l'extrême droite radicale, de l'Action française à Némésis en passant par les hools d'extrême droite. Le cheval de Troie de la laïcité et de la République avait déjà permis de semer la confusion à gauche.

Le cheval de Troie de la laïcité et de la République avait déjà permis de semer la confusion à gauche.

Marine Le Pen et le RN peuvent se présenter comme de raisonnables défenseurs de la laïcité. Même leur discours pro-OAS et leur hommage de la colonisation

de l'Algérie ne les ont pas empêchés d'accéder au plus hautes responsabilités (vice-présidence de l'Assemblée, Cour de justice de la République, commission de surveillance des services de renseignements...). Ce n'est pas à une normalisation de l'extrême droite que nous assistons mais à une extrême droitisation du normal. En 2022 nous les avons vus avancer, se préparer. En 2023, nous rendrons les coups par tous les moyens nécessaires.
Harry Smith

FÉMINISME VIOLENCES SEXISTES: #METOO, À GAUCHE AUSSI

La déflagration du mouvement MeToo n'en finit pas de résonner dans l'ensemble de la société. Cette année, ce sont les organisations de gauche, se revendiquant du féminisme, qui ont été largement percutées.

Nous ne sommes pas surprisEs par la présence d'agresseurs au sein des formations de droite ni par leur prise en charge inexistante des accusations portées par les victimes. L'existence de violences du même ordre dans les organisations se revendiquant de la lutte des femmes est évidemment pour nous plus problématique car cela contrevient aux valeurs qu'elles portent. Mais c'est surtout leur prise en charge qui nous interpelle aujourd'hui.

Nécessaire auto-organisation des femmes dans les organisations

Les partis et syndicats concernés sont plus ou moins avancés quant aux structures et procédures en place mais deux éléments semblent fondamentaux. Tout d'abord, le lien entre position de pouvoir (que ce soit dans les institutions de l'État ou dans les organisations) et sentiment d'impunité et donc possibilité d'exercer des violences semble très fort. Aussi bien l'affaire Benjamin Amar dans la CGT que celle d'Adrien Quatennens dans la FI en sont l'illustration. Ensuite, la question de la légitimité des instances et des mesures prises est un point essentiel. En effet, au-delà même des attaques de nos ennemis, relayées par les médias, nous devons nous assurer de faire avancer notre combat au sein de notre camp social. Cela nécessite d'établir un rapport de force pour lequel l'auto-organisation des femmes est absolument nécessaire. C'est l'expérience que sont en train de faire collectivement les militantEs de LFI, notamment au sein du regroupement La relève féministe. Les résistances des appareils sont fortes et rendent

indispensable la mise en place de procédures de prise en charge plus solides, ce qui est positif. Les échanges entres féministes des différentes organisations sur ce sujet va aussi dans le sens de la reconstruction d'un mouvement féministe radical et non sectaire.

Repenser la place des femmes

Parce que les violences sexistes et sexuelles sont un des fondements du maintien de la société capitaliste et patriarcale, elles infiltrent l'ensemble de la société jusqu'à nos organisations. En contrepartie, les combattre a un contenu éminemment subversif. Dans nos organisations, cela nous oblige à (re)poser de manière centrale et urgente la question de la place des femmes, des alliés et, plus largement, du rapport au pouvoir, du lien entre programme et structuration, de l'unité de notre classe sociale, de l'articulation entre les différentes luttes et oppressions, etc. Maintenant que l'ampleur des violences faites aux femmes a éclaté, il n'y aura pas de retour en arrière possible. Les violences intrafamiliales contre les enfants restent pour l'instant peu visibles mais il est probable que les prémisses de dénonciation ouvrent la voie à une appréhension plus complète des violences patriarcales. Reste à discuter entre personnes concernées par ces violences la manière dont nous pouvons poursuivre une lutte sans concessions, tout en reconstruisant l'unité de notre classe sociale qui doit prendre en charge les luttes contre toutes les oppressions, dans le respect de l'auto-organisation nécessaire à chacun de ces combats.
Commission nationale d'intervention féministe

ÉCOLOGIE FACE AU PÉRIL CLIMATIQUE, UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE MILITANT·E·S

Selon le rapport de l'Organisation météorologique mondiale, les catastrophes liées au climat en 2022 ont touché des millions de personnes.

L'impact du changement climatique s'est intensifié : vagues de chaleur record observées en Chine, en Europe et en Amérique, inondations d'un tiers du Pakistan entraînant 1 700 morts et 7,9 millions de personnes déplacées, sécheresse dans la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Kenya, Somalie) qui a dévasté l'agriculture et décimé le bétail.

L'année des records

785 000 hectares ont brûlé en Europe, plus du double de la



moyenne annuelle au cours de la période 2006-2021. En France, on peut égrener les records : année la plus chaude jamais

enregistrée, été le plus chaud depuis 2003, mois de juillet le plus sec depuis 1959. Pour la première fois, 93 départements ont

connu des restrictions d'eau cet été, 20 sont encore aujourd'hui en alerte sécheresse. La spectaculaire baisse du niveau des fleuves, des lacs, la fonte des glaciers, les violents orages, images d'une cruelle réalité qui constituera désormais la norme, auront-elles contribué à un électrochoc dans la population ? Face à ces menaces, les gouvernements, les grandes entreprises poursuivent leurs affaires... Une nouvelle génération d'activistes, aiguillonnée par l'urgence face à cette inaction, lassée des pétitions, des marches pour le climat qui marquent le pas, des ONG adeptes du lobbying dans les ministères ou autres commissions européennes, s'engage différemment. Ils sont militantEs de Dernière Rénovation et alertent en bloquant le périphérique, sur l'impératif de rénover les cinq millions de passoires thermiques,

lanceurs de soupe sur les œuvres d'art ou scientifiques en rébellion. Souvent primo-militants, leurs témoignages révèlent une volonté d'agir avec des objectifs dits « atteignables » : organiser des actions légères, médiatisées, avec l'ambition de créer un mouvement social. Formés à la désobéissance civile, les militantEs sont prêts à passer la nuit en garde à vue et à aller au procès.

Mobilisation emblématiques des mégabassines

Cette résistance de terrain est une bonne nouvelle, après les paralysantes années Covid. Gageons qu'elle constitue un moteur pour d'autres mouvements de contestation à venir. Très organisés et plus politisés, les militantEs qui ont saboté l'usine du cimentier Lafarge, multinationale mise en examen pour complicité de crime contre l'humanité en Syrie aux activités extrêmement polluantes,

revendiquent des positions clairement anticapitalistes. La mobilisation emblématique contre les mégabassines dans les Deux-Sèvres, portée par les Soulèvements de la terre, à la fois festive et radicale, a réuni près de 7 000 personnes à l'appel de 150 organisations. L'interdiction, puis la criminalisation de la manifestation (avec la qualification d'écoterrorisme), à la suite des heurts avec police, sont la preuve de son succès. La privatisation de la ressource en eau, qui va de pair avec l'accaparement de la terre au profit de quelques agriculteurs, apparaît particulièrement scandaleuse, et constitue un symbole du blocage vers une transition agro-écologique pourtant vitale. Les mobilisations pour la défense et le partage de l'eau, et en soutien aux militantEs réprimés se poursuivront en 2023.
Commission nationale écologie

PARIS Solidarité avec la révolte en Iran



Mercredi 21 décembre 2022, à l'initiative du collectif ROJA, plus de 200 personnes manifestaient à Paris en soutien au soulèvement en Iran

Cette journée de solstice d'hiver n'a pas été choisie au hasard. Également appelée Yalda, elle est fêtée traditionnellement en Iran. C'est la nuit la plus longue de l'année, et dès le lendemain les jours rallongent. Cette date symbolise l'arrivée de plus de lumière, elle est porteuse d'espoir et illustre la situation révolutionnaire actuelle avec le soulèvement du peuple iranien contre la République islamique au pouvoir et ses politiques répressives, avec les condamnations massives à la peine de mort et le début des exécutions. Le mot d'ordre : « Les exécutions n'empêcheront pas la révolution ». La mobilisation est massive depuis le meurtre de Jina Mahsa Amini par la police des mœurs. Elle réunit dans la rue presque tous les jours des centaines de manifestantEs dans plus de 80 villes sur tout le pays. Cette révolte est à l'origine une mobilisation de femmes qui, au fil du temps, s'est généralisée.

Les enjeux politiques du soutien ici en France et en Europe

Les membres du collectif ROJA Paris, une coordination de groupes de gauche révolutionnaires féministes et queer, résistent ici et ailleurs en Europe pour, d'une part, témoigner leur soutien aux manifestantEs réprimés en Iran et, d'autre part, pour que le souffle de la révolution en Iran ne soit pas dénaturé et se maintienne sur des bases anticapitalistes, féministes et progressistes, contre toute récupération du mouvement par les groupes de droite ou royalistes. Chaque semaine des mobilisations ont lieu dans toute la France. Les slogans sont clairs et radicaux, ils reprennent ceux exprimés en Iran avec « Femme, vie, liberté » décliné à la fois en kurde et en persan, mais aussi des slogans visant Khamenei, le leader suprême de la République islamique, comme « Mort au dictateur », « Ni shah ni mollah », « À bas l'État fasciste », « Kurdistan : cimetière des fascistes ». Les camarades révolutionnaires de la diaspora iranienne en France et leurs alliéEs sont déterminéEs et continueront de manifester chaque semaine, avec nombre d'échéances à venir, aussi en lien avec les mouvements des femmes kurdes à l'origine du mouvement « Jan, Jihan, Azadi ».

Diego Moustaki



À la SNCF, mobilisations sur les rails

TRANSPORT

Depuis 2021 et la sortie du confinement, la SNCF est traversée par de nombreux conflits soit locaux soit catégoriels.

Dans toutes les régions, dans tous les services des salariéEs cessent le travail avec trois mots d'ordre principaux, les conditions de travail, les salaires et l'ouverture à la concurrence. Ces mouvements ont pour origine une aggravation du rapport entre capital et travail.

Une restructuration sans fin

Depuis 2018 et la réforme du ferroviaire, la direction SNCF exerce dans toute les sociétés anonymes une pression accrue afin d'augmenter la productivité pour financer la rénovation du réseau et préparer les différentes entités à l'ouverture à la concurrence.

En 2018, les législateurs ont décidé la fin des embauches au statut, l'ouverture à la concurrence du transport régional, la création de trois sociétés anonymes et fixé la « règle d'or » concernant les investissements du groupe SNCF. Ces orientations se traduisent pour les cheminotEs par une dégradation continue des conditions de travail. Ces vingt dernières années ce sont 40 000 emplois qui ont disparu, l'effectif passant de 176 753 salariéEs en 2000 à 136 000 en 2020. Pas une semaine ne se passe sans qu'un service soit réorganisé, sans qu'un emploi disparaisse.

Les cheminotEs ont le sentiment d'être entraînéEs dans un engrenage sans fin.

Partout les accords locaux sur l'organisation du temps de travail sont dénoncés, les usages disparaissent. Il faut ajouter à cela, huit ans sans revalorisation générale des salaires, les différentes réformes des retraites qui se traduisent pour certains par un allongement des carrières de quatre à cinq ans, l'impossibilité d'obtenir ses congés, l'accroissement du temps de travail effectif et le manque de reconnaissance après la crise du covid. Ceci



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

justifie pleinement le malaise qui s'est installé dans le corps social cheminot.

Des ripostes continues

Un premier mouvement d'ampleur des aiguilleurs en Nouvelle-Aquitaine début 2022 a ouvert un cycle de mobilisations sur la question des salaires à la SNCF. Au printemps, l'ensemble des aiguilleurs et aiguilleuses sont entrés en grève pour obtenir une revalorisation salariale et faire reconnaître les spécificités de leur métier. En juillet, à l'appel des organisations syndicales ce sont les agentEs qui ont cessé le travail, obligeant la direction à ouvrir des négociations salariales alors que cette dernière les renvoyait aux négociations annuelles obligatoires (NAO) de fin d'année. Avec la hausse continue de l'inflation, les mesures obtenues en juillet se sont révélées nettement insuffisantes. En septembre un nouvel appel à 24 h de grève a été lancé, suivi le 18 octobre, après l'annonce des réquisitions des salariéEs des raffineries, d'une nouvelle grève très suivie durant laquelle des centaines d'AG se sont tenues mettant en débat la reconduction du mouvement. En réponse la direction a annoncé la

tenue des NAO pour début décembre et une rétroactivité des mesures à venir à partir du 1^{er} trimestre de 2022.

Les contrôleurEs prennent la main

Dans ce climat de très fortes tensions, un groupe de contrôleurEs et contrôleurEs a ouvert fin octobre une page Facebook avec pour objectif de lancer un mouvement catégoriel se voulant a-syndical mais reprenant pour partie de nombreuses revendications portées par les organisations syndicales (OS).

Très vite ce groupe Facebook a compté plus de 3500 agentEs inscrits. Les animateurs et animatrices, forts de ce succès, ont demandé à rencontrer les fédérations syndicales dans la perspective de déposer un préavis de grève pour le mois de décembre. SUD-Rail, la CFDT et l'UNSA ont répondu positivement à ces demandes, la CGT préférant décliner, considérant la plateforme revendicative trop restrictive et trop catégorielle. Mais, dans le même temps la CGT a déposé une alarme sociale sur ces bases revendicatives. À la suite de ces discussions les revendications ont été étendues à l'ensemble des agentEs du service commercial train, quelle que soit

leur activité (TGV, Intercités, TER ou Transilien) et il a été convenu entre représentants syndicaux et animateurs du collectif que l'appel à la grève serait à l'initiative du collectif. Plusieurs équipes syndicales se sont emparées de cet appel mais c'est surtout par le « bouche-à-oreille » et Facebook que les agentEs ont popularisé cette grève.

La grève du premier week-end de décembre a été un franc succès avec plus de 80% de grévistes. Cependant, la forme hybride du mouvement n'a pas permis pas de lancer des assemblées générales dans les établissements pour discuter collectivement des suites à donner aux propositions de la direction.

Le collectif a alors décidé de lancer une consultation via les réseaux sociaux, consultation qui n'a pu aboutir à la suite d'un piratage de la page Facebook. À partir de ce moment les animateurs et animatrices ont lâché l'affaire et demandé aux OS de consulter leurs adhérents et adhérentes.

Malgré ces difficultés, ce mouvement atypique a permis d'obtenir des avancées conséquentes pour les contrôleurEs et contrôleurEs tant sur le plan financier que sur les garanties en matière de déroulement de carrière ou d'emploi.

Prochain objectif, la bataille des retraites

Maintenant la question centrale et le principal enjeu est de savoir si les catégories professionnelles qui se sont mobilisées vont repartir au combat pour la bataille des retraites. Si ces mouvements ont mis en lumière un fort potentiel de combativité, cela ne garantit pas que les cheminotEs et cheminotEs soient le secteur moteur de la mobilisation. La dimension interprofessionnelle sera déterminante pour donner confiance aux agents SNCF.

Correspondant

FNAC Grève de Noël pour des augmentations de salaires!

Le vendredi 23 décembre 2022, en pleine période d'achats de Noël, à l'initiative de la CGT, des salariéEs de quatre magasins Fnac à Paris (Ternes, Forum des Halles, Montparnasse, Saint-Lazare) et d'autres en région se sont coordonnés pour se mettre en grève.

« On a décidé de choisir cette date de grande fréquentation et de se mettre en grève en même temps pour envoyer un message fort à la direction, car nos salaires stagnent. Ils ont utilisé le prétexte des réévaluations de salaires dans notre branche pour justifier de soi-disant augmentations lors des NAO [Négociation annuelle obligatoire]. Même schéma pour ce qui concerne le salaire d'entrée à la FNAC, il n'évolue que parce que le SMIC augmente, les hausses ne sont donc pas effectives. Ça fait bien longtemps qu'il n'y a pas eu de vraies augmentations collectives des salaires », indique Glareh, représentante du personnel CGT Fnac Saint-Lazare.



NPA

Dans le contexte de l'inflation actuelle, les revendications principales des grévistes portent sur les conditions de travail mais surtout sur la hausse des salaires.

Une redistribution des richesses injuste

Alors que la FNAC a enregistré de gros chiffres d'affaires depuis le confinement, notamment grâce

au click and collect, non seulement les conditions de travail se dégradent avec la multiplication des tâches pour les salariéEs, en effectifs insuffisants, mais les salaires ne suivent pas.

« La dernière augmentation a été de l'ordre de 3% alors que l'inflation est de 6%, le pass Navigo augmente de 12%, les prix de l'énergie explosent, on n'y arrive plus, on réclame des salaires décents! », explique Marlène, libraire depuis 22 ans à la Fnac Saint-Lazare.

« De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat! » pouvait-on entendre de la part des grévistes muniEs d'un mégaphone postéEs devant le magasin de Saint-Lazare. Glareh poursuit : « L'argent on sait qu'il est redistribué assez allègrement aux actionnaires, et que la force de travail elle est en magasin, avec pour nous des conditions de travail qui se dégradent, donc à un moment donné il faut prendre en compte celles et ceux qui produisent réellement les richesses. L'année dernière suite à une mobilisation nous avions obtenu une prime, c'est pas ce qu'on souhaitait, mais c'était déjà une petite victoire, alors nous continuerons de nous battre car seule la lutte paie. »

Diego Moustaki

ÉNERGIE La France, championne du nucléaire en panne, sauvée par l'automne doux et le gaz

En France, plus des deux tiers de l'électricité produite sont d'origine nucléaire, mais le parc fonctionne mal : à 69 % de ses capacités en 2021 contre 93 % aux USA et 83 % en Russie.

La France se place donc au 28^e rang des 32 pays nucléarisés¹. Fin 2022, sa production d'électricité nucléaire se trouve même seulement à 54 % de ses capacités, après la découverte de fissures dans les circuits de secours des 16 réacteurs les plus récents.

Menaces de coupures et baisse de la consommation

La France étant championne en matière de chauffage électrique (35 % des foyers en sont équipés), la menace de blackout plane particulièrement en période de chauffe. Heureusement, l'automne a été très doux. C'est pourtant insuffisant et « pour répondre à l'urgence, le pouvoir choisit la même méthode qu'au moment du Covid : verticale, autoritaire et bureaucratique »². Depuis septembre, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE) est autorisé à désactiver les chauffe-eau électriques en heures creuses chez les clients ayant un compteur Linky. RTE se félicite des « actions de sobriété des usagers » ayant permis de diminuer la consommation de près 10 % cet automne, mais reste beaucoup plus discret quant aux mesures prises pour limiter



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MICHEL SZ

la casse : brûler du charbon et du gaz, importer de l'électricité.

Plein régime pour les 12 centrales à gaz

Il a fallu rouvrir en catastrophe la centrale à charbon de Saint-Avold (Moselle), fermée en mars, et reporter l'arrêt de celle de Cordemais (Loire-Atlantique). Les 12 centrales à gaz tournent à plein régime et devraient battre leur record annuel de production (54 TWh en 2017). Mobilisées cet hiver, elles ont aussi dû être utilisées l'été dernier, pour compenser

la baisse de production hydraulique en raison de barrages à sec. Et des dérogations « canicule » ont également dû être accordées pour maintenir en service plusieurs centrales nucléaires ! Pourtant, la part de ces énergies d'appoint (1 % du parc pour le charbon, 9 % pour le gaz) resterait beaucoup trop faible pour faire face à une importante vague de froid. S'agissant des énergies renouvelables, la France, seul pays européen à ne pas avoir respecté ses objectifs de développement, est contrainte d'importer

de l'électricité des pays ayant dépassé leur cible. La facture s'élèverait à 500 millions d'euros pour 2022.

En France, on n'a pas de pétrole ni d'uranium (importés en totalité), et les bonnes idées ne sont pas appliquées. La preuve ! À nous d'imposer les nôtres !

Commission nationale écologie

1 - International Atomic Energy Agency / Power Reactor Information System:

<https://pris.iaea.org/>

2 - Martine Orange, « EDF face aux coupures

d'électricité : la débâcle énergétique »,

Mediapart, 09/12/22.

PANDÉMIE Face au covid en Chine, tests aux frontières et poudre aux yeux !

Face à l'explosion du covid en Chine, le débat se focalise encore sur les tests aux frontières. L'OMS avait déjà dénoncé comme totalement inefficace les tentatives de blocage du variant Omicron par le blocage des frontières en 2021. Une mesure symbolique qui flirtait avec le racisme, rapidement abandonnée !

C'est encore plus vrai aujourd'hui, puisque l'Omicron « chinois » circule déjà de manière massive en France, où il fait plus d'une centaine de morts par jour. Plutôt que de vendre les tests aux frontières, le gouvernement ferait mieux d'organiser la quatrième dose de vaccination, laissée à l'initiative individuelle, de défendre les masques dans les endroits clos, d'investir massivement dans les systèmes de ventilation-filtration, qui ont réduit de 48 % les contaminations dans les écoles en Géorgie (USA), d'arrêter sa politique de casse des hôpitaux, pour éviter la fermeture des services d'urgence, comme celle de son ministre de la Santé à Thionville, d'arrêter de réduire les capacités de séquençage des nouveaux variants. Bref, une vraie politique de réduction de la circulation du covid, de ses morts et covid longs... et pas de la poudre aux yeux aux frontières !

La bourgeoisie rouge et le zéro covid

Dans un premier temps, le gouvernement chinois a nié la pandémie, muselé les lanceurs d'alerte, et inondé le monde. Puis il a organisé une politique zéro covid poussée à l'absurde : quarantaines totales,



WIKIMEDIA COMMONS

enfermement des cas contacts, empilement des QR code et tests quotidiens, et même séquestration des travailleurEs dans les usines prioritaires, comme celle de Foxconn à Shenzhen qui produit les Iphones. Avec l'émergence de nouveaux variants plus contagieux, il est devenu évident que la Chine ne pourrait échapper au virus, et les confinements se sont faits de plus en plus insupportables, jusqu'à ces manifestations politiques qui ont sonné le glas du zéro covid, du jamais vu depuis Tien-An Men.

Pourtant, au lieu de mettre à profit les années zéro covid pour vacciner toute sa population, la bourgeoisie rouge a préféré vacciner les travailleurEs, producteurs de valeur, négligeant les personnes âgées ou à risque. Son nationalisme exacerbé lui a interdit de reconnaître le peu d'efficacité des vaccins chinois, et le contrat entre Pfizer-BioNTech et le chinois Fosun pour produire des vaccins à ARN messenger en Chine a été bloqué. Tout cela sur fond de défiance face aux vaccins chinois, avec le scandale de Changsheng Biotechnology en

2018, et ses centaines de milliers de doses défectueuses injectées aux nouveau-nés avec la complicité des autorités locales.

Moins de 60 % de vaccinés, des vaccins qui nécessitent trois doses pour être efficaces et la levée brutale de toutes les restrictions ont provoqué un tsunami de contaminations qui sature hôpitaux et crématoriums. Le mensonge d'État est patent. Là où le Part communiste chinois (PCC) reconnaît 7 morts du covid, les simulations de levée du zéro covid évoquent plutôt un sombre avenir de 2 millions de morts.

La Suisse vient de détruire des centaines de milliers de doses. L'urgence aurait été d'envoyer en Chine des millions de doses de vaccins à ARN messenger, même s'il est déjà probablement trop tard pour les villes côtières de l'Est. La Chine, avec l'Inde, produit 80 % des principes actifs des médicaments. Entre désorganisation des productions et arrêt des exportations pour fournir les malades chinois, les pénuries vont exploser. Pour l'anticiper, l'urgence est à réquisitionner les chaînes de production de l'industrie pharmaceutique pour les réorienter vers la production des médicaments essentiels.

Frank Prouhet

COMMERCE

Go Sport, plus de 2 000 salariéEs inquiets pour leur avenir

Le tribunal de commerce de Grenoble est chargé de dresser un état des finances de la société Go Sport (2160 salariéEs et 87 établissements), avant de rendre une décision sur son avenir le 16 janvier prochain. L'affaire illustre l'opacité des comptes des grandes entreprises capitalistes.

Les salariéEs ont de quoi être inquiets : l'enseigne est déficitaire depuis 17 ans et a été cédée en 2021 pour un euro à un fonds d'investissement appartenant à Michel Ohayon... qui n'est autre que le propriétaire de Camaïeu dont les 2 600 salariéEs ont été licenciés cet automne après une liquidation judiciaire express.



WIKIMEDIA COMMONS

Obscurs décaissements et impayés

Un rapport du commissaire aux comptes fait état d'une dégradation du chiffre d'affaires et de la trésorerie de Go Sport, marquée par d'obscurs décaissements à hauteur de 36,3 millions d'euros.

La direction de l'entreprise s'offusque d'un rapport « erroné », explique les décaissements par des transferts intragroupes légaux et promet des bénéfices en 2023. Une défense qui contraste avec les témoignages de représentantEs du personnel qui relatent, eux, que quantité d'articles manquent en rayon du fait d'impayés.

Mais les armes sont inégales. Le droit d'alerte exercé par les représentantEs du personnel se limite légalement à une demande d'explication de l'employeur et à une saisine des organes de direction de l'entreprise... qui peuvent ne pas en tenir compte sous réserve d'une réponse motivée. De l'autre côté, les patrons peuvent, sans justification auprès des salariéEs, organiser des mouvements de fonds, contester les affirmations des commissaires aux comptes par communiqué de presse et s'en remettre à un tribunal intégralement composé... de patrons. En outre, les ordonnances Macron de 2017 ont raccourci la procédure de licenciement collectif pour motif économique, compromettant les luttes pour la défense des emplois.

La loi organise la défense du capital : si l'ouverture des livres de comptes est une nécessité, la transparence ne sera complète que par la remise en cause du droit de propriété privée.

Julien Dumans



Les Nôtres**Hommage à Isaac Johsua, dit Isy (1939-2022)**

Isaac Johsua s'est éteint ce 26 décembre. Isaac, que l'on surnommait Isy, ne s'est jamais départi ni de son humour ni de son attachement au marxisme, profond mais sans fétichisme. Il avait la conviction que la survie d'un capitalisme en crise débouchait inévitablement sur des catastrophes.

Isy était né à Alexandrie, à l'époque encore une ville cosmopolite où coexistaient de façon plus ou moins harmonieuse Égyptiens musulmans ou coptes, Juifs et Grecs. Il aimait évoquer les échanges de pâtisseries au moment des fêtes religieuses des unEs et des autres. Sa famille avait été expulsée d'Égypte en 1956 après la nationalisation du canal de Suez et l'agression franco-britannique contre l'Égypte.

Étudiant en France, il adhère alors à l'Union des étudiants communistes, puis au PCF. Cuba semblait encore s'orienter vers un modèle socialiste différent de celui de l'URSS. Il y travailla donc comme économiste et enseignant de 1964 à 1967. De retour à Paris, Isaac Johsua rompt avec le PCF et devient un des responsables de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Il participe donc très activement au mouvement de mai-juin 1968. Comme d'autres dirigeants de la JCR, il passa quelque temps en prison pour « reconstitution de ligue dissoute »...

Libéré, il reprend son activité militante à la Ligue communiste qui venait de se créer. Il anime la minorité qui s'oppose à une adhésion à la IV^e Internationale, mais marque aussi son opposition à certains points du crédo trotskiste de l'époque, notamment sur la nature de l'URSS (« État ouvrier dégénéré »). La rupture avec la Ligue communiste intervient en 1971, et Isy se lance dans la construction de l'organisation communiste Révolution!, qui se développe d'abord rapidement avant d'être emportée par la fin de la période ouverte par 68.

Avec d'autres militantEs, Isaac Johsua décide de rejoindre la Ligue communiste révolutionnaire. Il la quittera à la suite des débats qui ont suivi l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, intervention justifiée dans un premier temps par la IV^e Internationale.

Il poursuit ensuite une carrière universitaire sans jamais se désintéresser de l'activité militante, même s'il ne sera plus membre d'aucune organisation politique. Il participera par ailleurs au conseil scientifique d'ATTAC et à la Fondation Copernic (dont il produira la toute première note).

Son premier ouvrage se situe dans le prolongement de sa thèse (*La Face cachée du Moyen Âge. Les premiers pas du capital*). C'est un texte fondamental où il montre comment au sein des pores de la société féodale se développent les prémices du capitalisme. Isy se consacre ensuite à l'étude des crises du capitalisme, et publie plusieurs articles et livres sur ce thème. Il fut un des premiers à percevoir l'importance de la crise des subprimes : dès l'été 2007, lors d'un exposé à l'université d'été de la LCR, il insistait déjà sur sa gravité et ses répercussions possibles sur l'ensemble du système financier. En 2012, dans *La révolution selon Karl Marx*, il s'interrogeait sur les failles pouvant exister dans la théorie des fondateurs du marxisme et sur leurs conséquences dans les échecs des expériences révolutionnaires. Ces dernières années, bien qu'affaibli, il continuait néanmoins à suivre l'actualité et à écrire des textes sur les Gilets jaunes, sur Trump, etc.

Bien que malade depuis des années, Isy se tenait avec sa femme Anne-Marie le 21 mars dernier sur le trottoir d'une avenue menant au cimetière du Père-Lachaise, où passait le cortège funèbre d'Alain Krivine.

Isaac Johsua était un intellectuel brillant et un militant de grande valeur. Nous sommes collectivement attristés de cette disparition et avons une pensée pour ses proches, sa femme Anne-Marie, sa fille Florence, et son frère Samuel (dit Samy). Le NPA leur présente ses condoléances et sera présent à l'hommage organisé le lundi 9 janvier au Père-Lachaise.

Vie interne du NPA**Lancement d'une commission « cause animale »**

Lors du 5^e Congrès du NPA, nous avons mis à la discussion et au vote la motion « Pour un socialisme du 21^e siècle : intégrer enfin les autres animaux sentients à notre projet politique ». Présentée et soumise au vote dans 27 assemblées électives sur 47, elle a récolté les votes suivants : 26 % pour, 23 % contre, 25 % abstention, 24 % NPPV. Ni adhésion majoritaire ni refus, mais beaucoup de questionnements.

Ces résultats, associés aux retours des AG électives sur la motion, montrent le peu d'intérêt des camarades sur la question et le fait que la discussion reste toute entière à mener.

Des discussions à prolonger

En atteste le besoin de formation, d'informations et de discussion au sein du NPA : si la question animale est légitime, la motion proposée a été perçue comme trop avancée par rapport à l'état des débats dans le parti, avec notamment des mots non définis (sentience, capacitisme...). En atteste le questionnement sur le passage suivant de la motion : « *Le NPA promeut la végétalisation de l'alimentation : ses réunions publiques, meetings, universités d'été proposent donc une nourriture exclusivement végétarienne.* » Il a beaucoup été discuté et cristallisé le débat autour de la question alimentaire. C'est difficilement envisageable pour beaucoup (par exemple lors de l'université d'été) dans l'état actuel

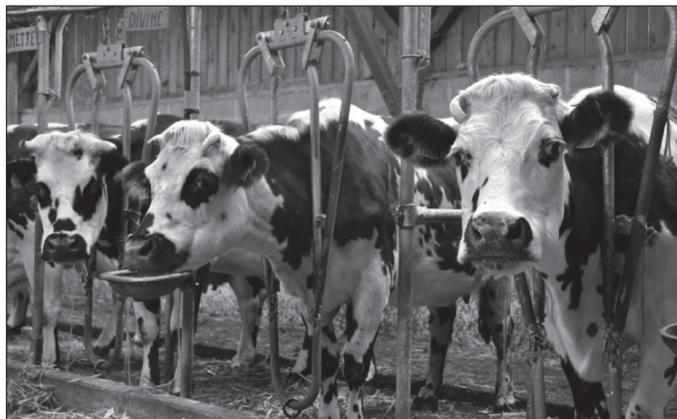


PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANK HOULGATTE.

de leur questionnement. D'ores et déjà, cela a permis de discuter réellement de ces questions après les AG (comme à Toulouse), au-delà des postures figées qu'on a pu voir. D'autres débats ont émergé comme l'aspect écologique, le bien-être animal, les tests sur les animaux, notre rapport à l'agriculture dans les pays émergents, la sensibilité des végétaux.

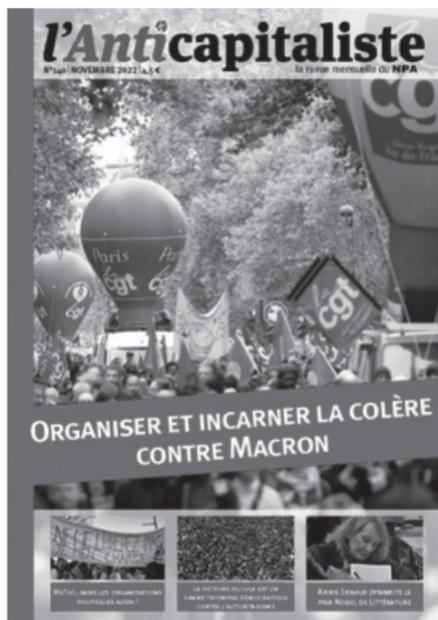
Une première réunion le 28 janvier

Ainsi, fruits de ces premières discussions, des amendements ont été effectués pour la présentation au congrès, mais cela n'a pas permis à la motion d'être adoptée (29 pour, 34 contre, 18 abstentions, 21 NPPV). L'écart entre les résultats des AG électives locales et ceux du congrès s'explique par

le fait que la motion n'a pas été mise au vote dans toutes les AG locales. Cependant, la création d'une commission « animaux » a été adoptée (98 pour, 1 contre, 3 abstentions, 0 NPPV). Nous vous informons de la création d'une commission « cause animale ». Cette commission est ouverte à toutes les personnes du parti souhaitant s'investir sur la question animale. Pas besoin d'être anti-spéciste, tout le monde est le ou la bienvenuE ! Nous invitons les personnes intéressées à participer à une réunion de discussion/lancement de la commission le dimanche 28 janvier 17 h à 19 h, en visio. Un topo de présentation de la question animale en France sera proposé en introduction, suivi d'un débat. Nous aborderons également les objectifs de la commission et son fonctionnement. Pour nous contacter et / ou s'inscrire à la réunion, écrire à : contact-com-anim@nouveauantipartianticapitaliste.org
La commission cause animale

NPA**l'Anticapitaliste la revue**

Le n° 141 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

NPA
MARDI 17 JANVIER - 19H30
MEETING

CONTRE MACRON, POUR NOS RETRAITES
UNE GAUCHE UNITAIRE
ET ANTICAPITALISTE!

AVEC PHILIPPE POUTOU,
PAULINE SALINGUE ET
OLIVIER BESANCENOT

À LA BELLEVILLOISE ~ 19-21 RUE BOYER, PARIS 20^E | M^o GAMBETTA OU MÉNILMONTANT
NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG

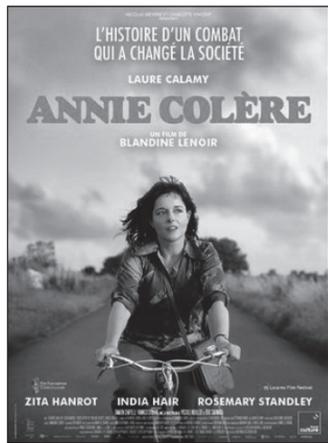
Cinéma

Deux films féministes : Annie Colère¹, de Blandine Lenoir, et She said², de Maria Schrader

1 – Film français, 1h59 min, sorti le 30 novembre 2022 / 2 – Film américain, 2h09 min, sorti le 24 novembre 2022

Fin 2022, deux films bouleversants de réalisatrices – l'un français, l'autre américain – sont sortis. Ils retracent deux moments importants du combat féministe. Il s'agit de « Annie Colère » et « She said ».

Annie Colère nous (re) plonge dans toute une époque, celle de 1974, avant la dépénalisation de l'avortement, celle où les femmes recouraient aux aiguilles à tricoter, et se faisaient traiter de salopes si elles arrivaient à l'hôpital pour un curetage... Annie a déjà deux enfants. Elle ne se voit plus revivre la maternité, les couches, les nuits à se réveiller. Elle travaille à l'usine, n'est pas une militante... « Tous ces machins politiques, c'est pas pour moi », dit-elle. Elle décide d'avorter. En poussant la porte d'une librairie, sa vie va basculer. Elle rencontre le MLAC (mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), ses militantes et ses militants, qui pratiquent des avortements illégaux aux yeux de toutEs.



violée, de celle qui a été abandonnée à l'annonce de la grossesse. Ce film raconte aussi le combat jamais terminé des femmes à disposer de leur corps. La loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG), Giscard s'est vu obligé de la soumettre au Parlement, pour acheter la paix sociale. Un épisode est très éclairant vers la fin quand les questions surgissent : et maintenant, on fait quoi ? Faut-il continuer ces avortements pour gagner encore plus ? Une loi a été adoptée mais avec des restrictions (clause de conscience, délai limité, droit non ouvert pour les étrangères et les mineures sans consentement parental, et le coût), et elle permet au corps médical (alors très majoritairement masculin) de se réapproprier le pouvoir sur le corps des femmes. Au MLAC, au contraire, les IVG, rappelons-le, étaient pratiqués par les militantEs, la plupart du temps des femmes qui n'étaient pas du corps médical. Annie, c'est Laure Calamy, formidable actrice qui donne vie à cette femme ouvrière qui se transforme,

s'épanouit et trouve dans la lutte collective un nouveau sens à sa vie. Annie réinvente toute sa vie, sociale et personnelle après sa rencontre avec le MLAC. L'itinéraire d'une prise de conscience féministe, l'histoire d'une émancipation !

Donner la parole aux victimes des violences à Hollywood

Autre époque, autre lieu. Octobre 2017, aux États-Unis. L'onde de choc de MeToo commençait avec la publication d'un article dans le New York Times, sur le prédateur Harvey Weinstein à Hollywood. She said est le film de la réalisatrice allemande Maria Schrader – on lui doit la remarquable série Unorthodox – adapté d'un livre qui retrace la longue et difficile enquête que deux femmes journalistes, Jodi Kantor et Megan Twohey, ont menée pour faire tomber le producteur. Harcèlements et violences sexuelles ont été couvertes au long de trois décennies par le système hollywoodien, à grands coups de chèques, accords sordides de confidentialité pour obtenir le silence des victimes. Elles vont pourtant arriver à briser l'omerta sur des agissements qui sont connus par toute une partie de l'industrie cinématographique.

Faire comprendre les violences sans les montrer

Mais comment mettre en scène les violences sexuelles ? Le film donne une réponse, elles ne sont pas montrées. En revanche, on voit les visages des victimes, hantées par les souvenirs et on écoute leur parole, autant que leurs silences. L'impossibilité à pouvoir dire est montré, tout comme leur douleur et leur incroyable courage à oser dénoncer l'agresseur.

She said n'est pas seulement une longue investigation sur les violences sexuelles, mais c'est aussi un passionnant récit sur les femmes, leur courage et leurs conditions de vie, qu'elles soient journalistes ou victimes. Elles sont également des mères et des épouses et elles doivent toutes composer entre leur vie professionnelle et personnelle (la maternité, la dépression post-partum, le sexisme ordinaire...). Lors d'une scène bouleversante, une des victimes se confie sur ce qu'elle a vécu vingt ans plus tôt dans une nuit londonienne. Une femme écoute une autre femme, tout simplement. Moment de grande sororité.

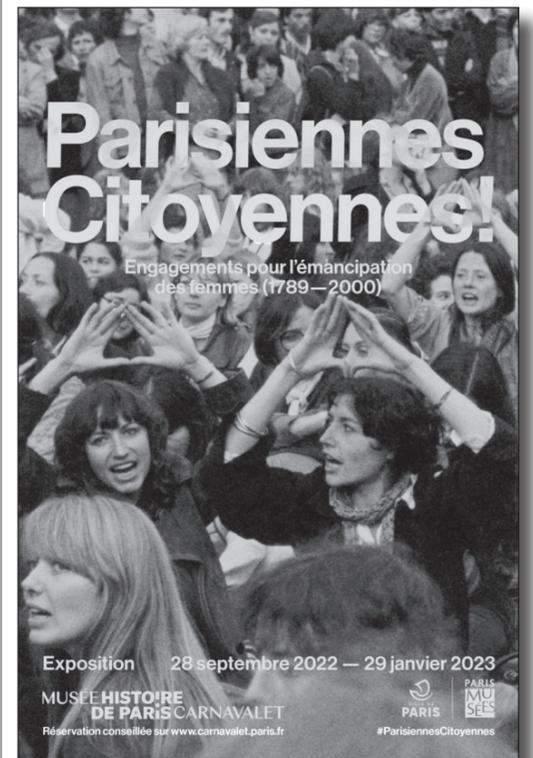
Alors, si vous ne les avez pas encore vus, courez vite voir ces deux films qui racontent deux instants essentiels des luttes féministes. Les combats menés par Annie, Megan, Jodi et les autres femmes sont notre affaire à toutes, pour en finir avec un système qui protège les dominants et les agresseurs !

Christine



Exposition

L'émancipation des Parisiennes de 1789 à 2000



Jusqu'au 29 janvier, le musée Carnavalet à Paris met en lumière les grands combats menés par les femmes à Paris.

Synthèse inédite de l'histoire et de la mémoire des luttes, cette exposition présente l'émancipation des femmes à Paris selon un fil chronologique qui se déroule depuis la revendication du « droit de cité » pour les femmes pendant la révolution de 1789 jusqu'à la loi sur la parité en 2000.

Entre ces deux dates, se déploie une dynamique qui voit s'imposer le droit à l'instruction, la création artistique et culturelle, l'égalité des droits civils et civiques ainsi que la liberté de disposer de son corps. Au fil du parcours composé de dizaines d'œuvres (tableaux, photos, affiches, films, livres, etc.), rares pour certaines, on peut découvrir des textes illustrés par l'autrice de bande dessinée Lisa Mandel alliant humour et pédagogie. Il est encore temps !

Colette Rueff

Parisiennes, Citoyennes! Engagement pour l'émancipation des femmes (1789-2000), Musée Carnavalet, 23 rue de Sévigné, Paris 3^e. Du mardi au dimanche de 10h à 18h. Tarif: 11 euros. Tarif réduit: 9 euros

Essai

Peuple, de Déborah Cohen

Éditions Anamosa, 2019, 80 pages, 9 euros.

Ce petit livre est paru dans la collection « Le mot est faible » chez Anamosa. L'idée est de prendre un mot, ici « peuple », pour essayer de le définir, de le comprendre, de préciser son contenu ou celui qu'on veut bien y mettre. Comme indiqué en introduction « il s'agit de s'emparer d'un mot dévoyé par la langue au pouvoir, de l'arracher à l'idéologie qu'il sert et à la soumission qu'il commande pour le rendre à ce qu'il veut dire ». C'est une maître de conférence de l'université de Rouen, Déborah Cohen, qui s'attache à décrypter ce mot avec lequel, à gauche au sens large, « nous n'osons pas ». Nous ne sommes pas forcément à l'aise pour l'utiliser, tant la droite, l'extrême droite, souverainistes divers et patriotes l'utilisent à outrance, effaçant ainsi la catégorisation de la société en classes sociales et les notions de domination ou d'exploitation d'un camp sur l'autre.



Le peuple : un ensemble opprimé et dominé

L'autrice se penche sur l'histoire de la société et des idées, elle parle philosophie, citant Marx et Engels, puis Tocqueville, Foucault, le libertaire Kropotkine et d'autres encore, réfléchissant sur des mots équivalents ou proches, qui sont la marque du 19^e siècle, comme « prolétariat », « classe ouvrière », sur un langage et une conscience de classe comme produits de structures sociales en pleine transformation. Le mot « peuple » n'évoque pas forcément la « classe » mais tout de même un ensemble opprimé et dominé. « Peuple ferait le lien entre du divers, entre le paysan, l'artisan, le fonctionnaire, le prolétaire, l'intellectuel, l'installé ou le migrant. Le mot peut donc servir à désigner la réalité sociale des dominés ». On le voit quand il y a des révoltes populaires, comme celles des

peuples arabes au printemps 2011 ou encore celle des Gilets jaunes en 2018, deux exemples cités dans le livre. Bien sûr, depuis il y a toutes ces luttes des peuples en Algérie (le Hirak), à Hong-Kong, au Chili, au Yémen...

« Tant que le peuple ne parle pas, il est la foule, la masse »

L'autrice en vient à expliquer comment ce « peuple » est mal traité, ignoré, invisibilisé et méprisé par les dominants. « En pays républicain, tant que le peuple ne parle pas, il est la foule, la masse. Or qui décide ce qui est parole et ce qui n'en est pas ? Comment s'exprimer quand on n'est pas écouté ? On est forcément hors du langage quand ce qu'on dit n'est jamais entendu ». Cela revient à parler de la violence de la domination, de la langue ou du langage comme outil aussi de domination des oppresseurs sur les dominés. Au fil des pages, il y a bien une discussion et une réflexion bien plus large sur le monde injuste dans lequel on vit et quelles forces peuvent le renverser, sur la manière dont on milite dans la période actuelle, avec les transformations de notre camp social, celui des opprimés. Avec cette dernière

citation : « Nous cherchons un drapeau rouge et c'est un gilet jaune qui surgit, nous sommes absolument désemparés. Nous sommes tellement éprisEs du peuple du passé que nous ne voyons pas ce qui est là. Un seul être nous manque, et tout est dépeuplé ». Au final, il s'agit d'une discussion très utile, théorique et philosophique mais aussi très concrète pour les militantEs. Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi : 12 h – 20 h

Pouvez-vous nous présenter votre parcours, avant de travailler sur des sites de La Poste ?

El Hadji : Je viens du Sénégal. De 2014 à 2018, j'ai fait des séjours réguliers en France, dans le cadre d'expositions, comme la foire internationale de Marseille, puisque je suis sculpteur sur bois. En 2018, je me suis retrouvé sans titre de séjour et en même temps le container où se trouvait l'ensemble de mes œuvres a été perdu. Je me suis retrouvé dans une situation inextricable, sans moyens pour rentrer au Sénégal et dans l'obligation d'exercer des petits boulots pour survivre, dans la restauration, le bâtiment et finalement la logistique, à DPD.

Salouf : Je suis Malien, je suis venu en France en 2018 car mes parents n'avaient plus les moyens de payer ma scolarité. J'ai connu le passage par le Maroc puis la traversée de la Méditerranée en zodiac, avant de traverser l'Espagne et de faire une demande d'asile en France, qui a été rejetée. J'ai entendu dire que Derichebourg intérim recrutait des sans-papiers, c'est comme ça que j'ai commencé à travailler à l'agence Chronopost d'Alfortville.

Aboubacar : Comme Salouf, je viens du Mali. J'ai une maîtrise de droit, mais je n'avais pas les relais nécessaires au sein de l'administration malienne pour trouver des stages, encore moins un boulot. Je n'avais pas non plus les moyens de faire une demande de visa. J'ai suivi le même parcours que mon camarade : le Maroc où il a fallu éviter les flics qui nous faisaient la chasse, la traversée entre le Maroc et l'Espagne, durant laquelle nous avons été secourus de justesse par la Croix-rouge espagnole puisque le zodiac était crevé. J'y pense à chaque fois qu'en manif on scande « la Méditerranée est un cimetière ». Une fois en France j'ai réussi, après plusieurs difficultés, à m'inscrire dans une université (à Saint-Brieuc) et à obtenir un logement. Le premier confinement en mars 2020 a tout remis en cause, je n'avais pas d'ordinateur pour poursuivre mes études. Je suis donc parti en Île-de-France, et j'ai été embauché à Alfortville via Derichebourg intérim.

De quoi est fait votre quotidien de travailleurs sans-papiers, sur le lieu de travail et plus largement ?

Que ce soit à DPD ou Chronopost, la réalité est la même : nous sommes obligés de travailler au rythme de la machine, c'est-à-dire le tapis roulant qui amène les colis à charger dans les camions, ou sur lequel on dépose les colis que nous déchargeons. Le rythme est infernal : 2000 colis à charger ou décharger en quatre heures. Plusieurs de ces colis sont très lourds, notamment à DPD qui traite le hors norme. Ça peut être des jantes de voiture, des pneus de camion par exemple. Si la cadence n'est pas tenue, des lumières s'allument et les chefs d'équipe interviennent tout de suite. Si on conteste en disant que la cadence est intenable, la mission se termine immédiatement. C'est le même résultat si on réclame les heures qui ne sont pas payées. Notre embauche en intérim est justifiée par un prétendu surcroît temporaire d'activité, mais ce système est permanent en fait. La Poste est aussi hypocrite que l'État qui pousse à travailler illégalement pour pouvoir être régularisé. Il n'y a pas que les conditions de travail sur place, il y a aussi le problème du transport. Les lieux de travail sont éloignés des centres urbains et mal desservis, et nos horaires de travail rendent

TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS DE DPD ET CHRONOPOST

« On n'arrêtera que quand tout le monde sera régularisé »

Entretien avec El Hadji Dioum, délégué du piquet de DPD au Coudray-Montceaux, Salouf Kante et Aboubacar Dembele, tous les deux délégués du piquet de Chronopost à Alfortville, après plus d'un an de lutte.



De gauche à droite, El Hadji Dioum, Salouf Kante et Aboubacar Dembele. EG / NPA

les choses encore plus difficiles, puisqu'on commence très tard dans la nuit ou on finit très tôt le matin. Sans compter que nos horaires peuvent être changés à la dernière minute, par un message sur une boucle WhatsApp. On peut nous demander de venir une heure plus tôt, et donc de partir du site avant les premiers RER. Il faut parfois marcher plus d'une heure pour prendre un bus de nuit. Résultat, on n'a que quelques heures pour se reposer avant de retourner au travail. C'est l'agence d'intérim travaillant pour le sous-traitant qui nous transmet les consignes, mais on sait que les cadences comme les horaires viennent des donneurs d'ordre, qui sont les filiales de La Poste.

Comment gardez-vous le lien avec vos proches au pays ?

On utilise le smartphone et les applications de messagerie, mais ça ne remplace évidemment pas le fait de se voir physiquement. On a

tous des familles qu'on a pas vues depuis des années. Ceux qui ont des enfants ne les voient pas grandir. C'est d'autant plus difficile que nos familles comptent sur nous, nous sommes les soutiens de nos parents, de nos conjoints, de nos enfants, de nos frères et sœurs. Ne pas être régularisé ne rend pas seulement notre situation précaire au travail, ça nous empêche de revoir les nôtres.

Comment êtes-vous entrés en lutte et comment celle-ci s'organise-t-elle ?

On a adhéré au Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry, qui avait été à l'origine de la première lutte victorieuse des Chronopost en 2019, qui a eu de l'écho. Trois entreprises voulaient partir en lutte (en plus de DPD et Chronopost, il y avait RSI, une agence d'intérim spécialisée dans le bâtiment, à Gennevilliers) mais pas forcément au même rythme. Il y a donc eu des discussions, et nous sommes partis à peu près en

même temps (2 novembre pour RSI, 15 novembre pour DPD, 2 décembre pour Chronopost). Ce n'est pas évident d'avoir trois sites en lutte en même temps, mais on a un soutien syndical, de Sud PTT et de Solidaires, qui est essentiel, en particulier dans le 91 et le 94. En un an de lutte, on a fait plus de 100 manifestations et rassemblements, devant les sièges des entreprises à tous les niveaux, devant les ministères du Travail et de l'Intérieur, devant les préfetures. Ce qui permet de tenir une mobilisation à ce niveau, en plus du soutien syndical et de celui des éluEs, c'est le fait qu'on tienne des piquets. On a tous des logements. Le fait de tenir des piquets jour et nuit (pour Chronopost puisque la municipalité du Coudray-Montceaux a pris un arrêté contre le piquet permanent devant DPD) est donc un choix de lutte. C'est en grande partie là que se crée la solidarité puisque nous nous organisons au quotidien, sur tous les aspects comme les repas par exemple.

Quelle est votre opinion concernant le projet de loi asile et immigration de Darmanin ?

Darmanin dit vouloir régulariser les travailleurEs des métiers « en tension ». Il joue la division entre sans-papiers. Ce projet de loi est dirigé contre tous les sans-papiers et migrantEs en général. Nous sommes totalement dans la lutte contre le projet du gouvernement, avec les autres collectifs de sans-papiers et les organisations qui se battent contre lui. Au bout d'un an nous sommes fatigués c'est vrai, on a l'État et La Poste en face de nous, mais on n'arrêtera que quand tout le monde sera régularisé.

Propos recueillis par Édouard Gautier

L'image de la semaine



Vu ailleurs

HÔPITAL DE THIONVILLE : ARRÊTS MALADIE POUR 55 INFIRMIER·E·S ET AIDES-SOIGNANT·E·S SUR 59. Les urgences de l'hôpital de Thionville (Moselle) ont fonctionné de manière très dégradée samedi 31 décembre, la quasi-totalité des infirmières et aide-soignants, « épuisés », ayant été placés en arrêt maladie, a-t-on appris auprès du CHR de Metz-Thionville et des syndicats.

« En raison de nombreux arrêts maladie déposés [vendredi] par l'équipe soignante, le centre hospitalier régional Metz-Thionville modifie le fonctionnement du service des urgences adultes de l'hôpital de Thionville, « jusqu'au 6 janvier », a annoncé dans un communiqué le CHR, qui a déclenché son plan blanc samedi dans l'après-midi.

Si la prise en charge des urgences vitales par les équipes du SMUR reste « opérationnelle », les autres patients sont orientés vers d'autres établissements.

Selon des sources syndicales, 55 infirmiers et aide-soignants sur 59 ont été placés en arrêt maladie, souvent sur décision des médecins des urgences eux-mêmes.

« On en arrive là parce que malgré leur engagement, les équipes sont à bout, épuisées, et incapables d'assurer une prise en charge de qualité, ce qui est insupportable pour eux », indique Clarisse Mattel, infirmière et secrétaire générale du syndicat MICT-CGT. « C'est une problématique qui dépasse la situation d'un hôpital. C'est tout l'hôpital public qui est en crise : on ne peut plus prendre correctement en charge les patients. »

Le service des urgences, qui dispose de 12 box d'accueil, enregistre plus de 100 passages par jour, et le CHR manque de lits et de personnel pour hospitaliser les patients après leur accueil aux urgences, soutiennent les syndicats.

« Ces derniers jours, les patients étaient sur des brancards dans le couloir, quand on a la chance d'avoir des brancards. Une nuit on n'en avait plus, une dame s'est allongée par terre », témoigne une aide-soignante qui demande à rester anonyme.

Plusieurs soignants font état d'un patient de 90 ans resté « plus de 90 heures » sur un brancard, et qui n'a « été changé qu'une seule fois » au cours de cette période.

« C'est devenu extrêmement compliqué d'assurer les besoins élémentaires tels que l'hygiène, les repas, en plus dans un contexte de promiscuité », indique Patricia Schneider, représentante du syndicat Sud-Santé au CHR. [...]

Julie-Solveig Saint-Germès, « Les équipes sont à bout » : aux urgences de Thionville, 93 % des infirmiers sont en arrêt maladie », ouest-france.fr, 2 janvier 2023.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
-------	---	---	---

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755
Date : Signature obligatoire :